9e Année. — N° 158. — 25 Août 1933. Prix : 2 frs.

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Révolutionnaire

DANS CE NUMÉRO :

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)
54, rue du Château-d'eau — PARIS (10e)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGÉRIE, COLONIES
Trois mois.... 10 fr.
Six mois.... 20 fr. Un an..... 40 fr.

EXTÉRIEUR
Trois mois.... 13 fr.
Six mois.... 26 fr. Un an..... 50 fr.

Permanence :
Tous les soirs de 18 à 19 heures
54, rue du Château-d'Eau

Adresser la correspondance relative à la rédaction à R. LOUZON, quartier du Calvaire, Vence (Alpes-Maritimes).

Adresser la correspondance relative à l'administration à BARAT, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e).

(Utiliser pour les envois de fonds notre compte de chèques postaux : « Révolution Prolétarienne » 734-99 Paris.)

Ni Korespondas per Esperantu

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C.G.T. et d'une seule Internationale syndicale ;

2° De sortir les deux C.G.T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible ;

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

Adresser toutes communications relatives à la **Ligue Syndicaliste,** à son secrétaire : Maurice CHAMBELLAND, 54, rue du Château-d'Eau, Paris-Xe.

SOMMAIRE :

LES FAITS DE LA QUINZAINE

A bas la France ! A bas les juifs !

A la suite de ce que nous avions dit sur les manifestations arabes de Tlemcen, en Algérie, j'ai reçu du camarade Lemédioni la lettre suivante :

Je connaissais déjà vos conceptions sur la question indigène que je n'ai jamais approuvées intégralement.

Mais je ne m'imaginais pas que vous iriez jusqu'à donner une valeur révolutionnaire aux manifestations purement antisémites des indigènes de Tlemcen (1).

Jusqu'à présent, les nationalistes indigènes — ils s'en trouvent d'ailleurs très peu en Algérie — avaient l'habitude de manifester au cri de « Vive la libération nationale », et les communistes ajoutaient « révolutionnaire ».

Cette fois-ci, les manifestants ont crié : « A bas la France, Vive l'Allemagne, Vive Hitler, A bas les Juifs ».

« A bas la France », parce que d'après eux la France est sous l'emprise de la Finance Juive. Les indigènes de Tlemcen tiennent ainsi le même langage que les hitlériens. « Vive l'Allemagne, Vive Hitler », parce que là-bas, les juifs sont massacrés.

Et c'est une erreur de croire que les indigènes de Tlemcen ont crié : « A bas les Juifs » parce que ceux-ci ont des droits politiques, alors qu'ils n'en ont pas.

La haine de l'indigène pour le juif, est bien antérieure à la conquête, et, à toute occasion elle s'est manifestée, surtout, lors des troubles provoqués en 1898 par Max Régis. Des intellectuels tentent de réagir contre cet esprit antisémite de leurs coreligionnaires. Vous semblez les désapprouver puisque vous estimez que les indigènes de Tlemcen ont eu raison de crier : « A bas les Juifs ».

Vous avez toujours déclaré que tout mouvement national dans les colonies, est un mouvement progressif. Je considère, moi, que tout mouvement antisémite est une mouvement régressif, un mouvement fasciste. Ces incidents se sont déroulés dans l'Oranie antisémite et fasciste.

Les éléments réactionnaires vont exploiter ce mouvement pour leurs fins personnelles.

La *Presse Libre*, journal antisémite, devient le journal des revendications indigènes, on sait dans quel but.

D'ailleurs, les communistes laissent entendre que les cris de : « Vive Hitler ! A bas les Juifs ! » auraient été proférés par quelques « provocateurs », la masse s'étant bornée à crier : « A bas la France ! »

Les Arabes de Tlemcen ont crié A bas la France ! A bas les Juifs ! — *Je persiste à dire qu'à l'heure actuelle, dans leur bouche, ces deux cris ne sont que les deux faces d'un même sentiment, la haine que l'opprimé ressent à l'égard de l'oppresseur.*

L'Arabe algérien — répétons-le encore pour ceux de nos camarades métropolitains qui l'ignoreraient — est dépourvu de tous droits. *Il est soumis à un régime d'exception, tout à fait comparable à celui auquel étaient soumis les Juifs dans la plus grande partie de l'Europe, avant leur « émancipation ». Ce que les Arabes réclament aujourd'hui, et ce que nous réclamons pour eux, c'est exactement l'équivalent de ce que fut l'« émancipation » des Juifs au siècle dernier : la suppression du régime d'exception auquel ils sont soumis et l'obtention d'un statut juridique, politique et social identique à celui des autres habitants du pays.*

Or il n'est un secret pour personne — Lemédioni ni personne ne me démentira — qu'au premier rang de ceux qui ne veulent pas de cette émancipation, de ceux qui ne veulent pas que l'indigène musulman d'Algérie jouisse de l'égalité de droits, se trouve le Juif algérien. Autant — et plus même peut-être encore que le colon français (et ce n'est pas peu dire !) — le Juif algérien est opposé à l'octroi de droits égaux aux arabes, ces droits dont il jouit — lui — en Algérie depuis 50 ans. Lemédioni lui-même qui, sur d'autres terrains, sut s'opposer avec un beau courage à ses coreligionnaires, semble sur ce point partager leur avis puisqu'il déclare qu'il n'a jamais approuvé intégralement mes conceptions sur la question indigène, alors que celles-ci se sont toujours réduites à cette revendication : égalité de droits entre l'arabe et le non-arabe. Quelle que soit d'ailleurs l'opinion personnelle de Lemédioni sur ce point, celle de l'unanimité de ses coreligionnaires, je le répète, ne fait aucun doute. Alors, comment s'étonner, et comment protester contre des gens qui, placés actuellement dans la situation des Juifs au Moyen-Age, s'élèvent contre les Juifs qui, étant maintenant émancipés, veulent maintenir les autres sous un régime de terreur, d'oppression et d'exception.

« A bas la France ! » crie l'Arabe d'Algérie, parce que c'est l'impérialisme français qui le tient dans les chaînes.

« A bas les Juifs ! », crie-t-il aussitôt après, parce que, pour maintenir l'arabe dans les chaînes, le Juif algérien est le meilleur allié de l'impérialisme français. Que le Juif algérien cesse d'être l'allié de l'impérialisme, qu'il devienne contre celui-ci, le champion de la cause de son frère de race, le berbère musulman, et l'antisémitisme de celui-ci ne tardera pas à disparaître.

Lorsque, il y a une dizaine d'années, nous luttions pour les droits des musulmans tunisiens, se trouvait au premier rang de la bataille un juif : Lemédioni l'a bien connu : Enrico Costa. Aucun « antisémitisme » ne s'est jamais manifesté à son égard, même de la part des milieux les plus étroitement musulmans : il n'y aurait peut-être pas besoin de beaucoup de Costa en Algérie pour que le musulman algérien se mette à crier Vivent les

(1) Rappelons que les manifestations de Tlemcen ont eu lieu pour protester contre le refus de Daladier et consorts de recevoir une délégation indigène d'Algérie. — R. L.

Juifs !... *Mais les Costa, en Algérie, sont encore à venir...*

En attendant, nous qui avons toujours été et continuerons à être toujours avec les Juifs persécutés, nous ne saurions jamais être avec les Juifs persécuteurs, ou alliés des persécuteurs.

La Tuerie de Monastir.

Je me suis étendu assez longuement sur la question précédente parce qu'elle est caractéristique d'une erreur qu'on commet fréquemment et qui consiste à prendre la forme pour le fond, à juger d'un mouvement non par lui-même, mais par analogie avec d'autres mouvements qui peuvent se présenter sous la même forme, alors que leur contenu social est entièrement opposé.

Dans une revue historique bourgeoise, qui est assez curieuse à suivre parce qu'elle montre combien les principes du matérialisme historique ont pénétré certains milieux bourgeois, on reprochait récemment à un auteur d'avoir « pris les enveloppes juridiques pour les réalités sociales ».

Ce n'est pas seulement à l'égard des phénomènes historiques qu'on commet cette faute, mais bien souvent également à l'égard des faits actuels, et ce ne sont pas seulement les enveloppes juridiques mais toutes les formes d'enveloppes idéologiques qu'on prend pour les réalités sociales.

Les réalités sociales, ou plutôt la *réalité sociale, car au fond il n'y en a qu'une, c'est l'exploitation, le fait de l'exploitation de certains hommes par d'autres hommes. C'est là la réalité que dans tout fait humain, il faut avant tout chercher : où est l'exploiteur, où est l'exploité? Et, une fois cela déterminé, être, toujours, avec l'exploité, quelle que soit la forme que revêt la lutte de celui-ci contre l'exploitation, même si cette forme est d'apparence analogue à celle que revêt, ailleurs ou en d'autres lieux, l'arme des exploiteurs.*

Nous venons de le voir à propos des Juifs d'Algérie ; nous allons le voir également à propos d'un autre fait qui vient de se passer cette quinzaine, également en Afrique du Nord : le haut fait d'armes par lequel l'armée française s'est encore une fois couverte de gloire, en tirant, en Tunisie, à Monastir, sur une foule désarmée : un tué et on ne sait combien de blessés !

De quoi s'agissait-il donc ?

Il s'agissait d'enterrer de force dans le cimetière musulman le corps d'un Tunisien, musulman d'origine, naturalisé français, chose que l'unanimité de la population musulmane de Monastir considérait comme un « sacrilège ». Conflit donc d'apparence purement religieuse : conflit entre le « fanatisme reeigieux » de l'Islam, et la « tolérance laïque et libre-penseuse » de l'Etat français.

Mais qui pourrait sérieusement croire cela ? — Il y a quelques années un peintre français connu Dinet ayant manifesté le désir d'être enseveli selon le rite musulman, fut enterré à grandes pompes par les musulmans du Sud-algérien ; non-seulement sa qualité de citoyen français ne souleva aucune objection, mais de centaines de kilomètres à l'entour les Arabes algériens vinrent rendre un suprême honneur au roumi dont les funérailles n'étaient que le dernier acte d'une vie en partie consacrée à la défense de l'Arabe algérien contre ses oppresseurs.

Lorsque les musulmans tunisiens se soulèvent contre l'inhumation dans leurs cimetières de « naturalisés » français, ce n'est donc point à cause d'une prétendue incompatibilité d'ordre religieux entre le fait d'être musulman et celui d'être citoyen français, mais c'est en vertu de raisons nationales *; c'est parce que les musulmans qui se font naturaliser sont considérés comme des transfuges, — qui désertent le combat de leurs frères, pour passer au camp de l'oppresseur.*

Et cela n'est pas vrai seulement pour la question de l'enterrement. C'est dans son ensemble que l'Islam est aujourd'hui, pour les peuples de l'Afrique du Nord, avant tout une croyance politique,*une protestation politique contre la situation qui leur est faite par l'impérialisme français. L'Islam est pour eux, à l'égard du Français chrétien ce que le catholicisme fut pour l'Irlande à l'égard du protestantisme anglais. Le paysan réduit à se nourrir exclusivement de pommes de terre bouillies pour pouvoir payer la rente au conquérant anglais qui s'était déclaré propriétaire de sa terre — impuissant momentanément à se rebeller ouvertement — concentrait sa protestation dans la pratique obstinée, étroite, « fanatique », d'une religion qui avait le grand mérite d'être celle opposée à la religion que pratiquaient ses maîtres.*

Il en est de même aujourd'hui pour l'Islam chez les indigènes de l'Afrique du Nord.

Et voilà pourquoi, nous, libre-penseurs et athés, sommes, sans réserves aucunes, avec les religieux « fanatiques » de Monastir, même si l'officier qui a commandé le feu, ou le Résident Général qui l'a rendu inévitable, sont athés et franc-maçons !

...Et, ce faisant, c'est nous, et nous seuls, qui travaillons pour la libre-pensée. Car, pour détruire la religion, il faut d'abord détruire les raisons qui lui ont donné naissance.

Voyez la Turquie ! Le pays où le « fanatisme » musulman revêtait il n'y a même pas vingt ans — les formes les plus extrêmes, et qui, dès qu'il n'a plus eu à craindre de tomber sous le joug des Puissances impérialistes, est devenu du jour au lendemain un Etat laïque, le plus laïque, et même le seul réellement laïque de tous ceux qui existent aujourd'hui en dehors de l'U.R.S.S.

Pour détruire le « fanatisme » musulman en Afrique du Nord, il faut d'abord libérer l'Afrique du Nord !

R. L.

PERSPECTIVES

Allons-nous vers la Révolution Prolétarienne ?

Je n'ai que mépris pour le mortel qui se réchauffe avec des espérances creuses.
SOPHOCLE.

Le moment depuis longtemps prévu est arrivé, où le capitalisme est sur le point de voir son développement arrêté par des limites infranchissables. De quelque manière que l'on interprète le phénomène de l'accumulation, il est clair que capitalisme signifie essentiellement expansion économique et que l'expansion capitaliste n'est plus loin du moment où elle se heurtera aux limites mêmes de la surface terrestre. Et cependant jamais le socialisme n'a été annoncé par moins de signes précurseurs. Nous sommes dans une période de transition; mais transition vers quoi ? Nul n'en a la moindre idée. D'autant plus frappante est l'inconsciente sécurité avec laquelle on s'installe dans la transition comme dans un état définitif, au point que les considérations concernant la crise du régime sont passées un peu partout à l'état de lieu commun. Certes, on peut toujours croire que le socialisme viendra après-demain, et faire de cette croyance un devoir ou une vertu; tant que l'on entendra de jour en jour par après-demain le surlendemain du jour présent, on sera sûr de n'être jamais démenti; mais un tel état d'esprit se distingue mal de celui des braves gens qui croient, par exemple, au Jugement dernier. Si nous voulons traverser virilement cette sombre époque, nous nous abstiendrons, comme l'Ajax de Sophocle, de nous réchauffer avec des espérances creuses.

Fin de l'oppression, ou remplacement d'une oppression par une autre ?

Tout au long de l'histoire, des hommes ont lutté, ont souffert et sont morts pour émanciper des opprimés. Leurs efforts, quand ils ne sont pas demeurés vains, n'ont jamais abouti à autre chose qu'à remplacer un régime d'oppression par un autre. Marx, qui en avait fait la remarque, a cru pouvoir établir scientifiquement qu'il en est autrement de nos jours, et que la lutte des opprimés aboutirait à présent à une émancipation véritable, non à une oppression nouvelle. C'est cette idée, demeurée parmi nous comme un article de foi, qu'il serait nécessaire d'examiner à nouveau, à moins de vouloir fermer systématiquement les yeux sur les événements des vingt dernières années. Epargnons-nous les désillusions de ceux qui, ayant lutté pour Liberté, Egalité, Fraternité, se sont trouvés un beau jour avoir obtenu, comme dit Marx, Infanterie, Cavalerie, Artillerie. Encore ceux-là ont-ils pu tirer quelque enseignement des surprises de l'histoire; plus triste est le sort de ceux qui ont péri en 1792 ou 93, dans la rue ou aux frontières, dans la persuasion qu'ils payaient de leur vie la liberté du genre humain. Si nous devons périr dans les batailles futures, faisons de notre mieux pour nous préparer à périr avec une vue claire du monde que nous abandonnerons.

La Commune de Paris a donné un exemple, non seulement de la puissance créatrice des masses ouvrières en mouvement, mais aussi de l'incapacité radicale d'un mouvement spontané quand il s'agit de lutter contre une force organisée de répression. Août 1914 a marqué la faillite de l'organisation des masses prolétariennes, sur le terrain politique et syndical, dans les cadres du régime. Dès ce moment, il a fallu abandonner une fois pour toutes l'espérance placée dans ce mode d'organisation non seulement par les réformistes, mais par Engels. En revanche, octobre 1917 vint ouvrir de nouvelles et radieuses perspectives. On avait enfin trouvé le moyen de lier l'action légale à l'action illégale, le travail systématique des militants disciplinés au bouillonnement spontané des masses. Partout dans le monde devaient se former des partis communistes auxquels le parti bolchevik communiquerait son savoir; ils devaient remplacer la social-démocratie, qualifiée par Rosa, dès août 1914, de « cadavre puant », et qui n'allait pas tarder à disparaître de la scène de l'histoire; ils devaient s'emparer du pouvoir à brève échéance. Le régime politique créé spontanément par les ouvriers de Paris en 1871, puis par ceux de Saint-Pétersbourg en 1905, devait s'installer solidement en Russie, et couvrir bientôt la surface du monde civilisé. Certes, l'écrasement de la révolution russe par une intervention brutale de l'impérialisme étranger pouvait anéantir ces brillantes perspectives; mais, à moins d'un semblable écrasement, Lénine et Trotsky étaient sûrs d'introduire dans l'histoire précisément cette série de transformations et non pas une autre.

L'ETAT STALINIEN

Quinze ans se sont écoulés. La Révolution russe n'a pas été écrasée. Ses ennemis extérieurs et intérieurs ont été vaincus. Cependant, nulle part sur la surface du globe, y compris le territoire russe, il n'y a de Soviets; nulle part sur la surface du globe, y compris le territoire russe, il n'y a de parti communiste proprement dit. Le « cadavre puant » de la social-démocratie a continué quinze ans durant à corrompre l'atmosphère politique, ce qui n'est guère le fait d'un cadavre; s'il a été finalement en grande partie balayé, ç'a été par le fascisme et non par la révolution. Le régime issu d'octobre, et qui devait s'étendre ou périr, s'est fort

bien adapté, quinze ans durant, aux limites des frontières nationales; son rôle à l'extérieur consiste à présent, comme les événements d'Allemagne le montrent avec évidence, à étrangler la lutte révolutionnaire du prolétariat. La bourgeoisie réactionnaire a fini par s'apercevoir elle-même qu'il est bien près d'avoir perdu toute force d'expansion, et se demande si elle ne pourrait pas à présent l'utiliser en contractant avec lui, en vue des guerres futures, des alliances défensives et offensives (cf. la *Deutsche Allgemeine Zeitung* du 27 mai). A vrai dire, ce régime ressemble au régime que croyait instaurer Lénine dans la mesure où il exclut presque entièrement la propriété capitaliste; pour tout le reste, il en est très exactement le contre-pied. Au lieu d'une liberté effective de la presse, l'impossibilité d'exprimer un jugement libre sous forme de document imprimé, ou dactylographié, ou manuscrit, ou même par la simple parole, sans risquer la déportation; au lieu du libre jeu des partis dans les cadres du système soviétique, « un parti au pouvoir, et tous les autres en prison »; au lieu d'un parti communiste destiné à rassembler, en vue d'une libre coopération, les hommes qui possèderaient le plus haut degré de dévouement, de conscience, de culture, d'esprit critique, une simple machine administrative, instrument passif aux mains du Secrétariat, et qui, au dire de Trotsky lui-même, n'a d'un parti que le nom; au lieu de soviets, de syndicats et de coopératives fonctionnant démocratiquement et dirigeant la vie économique et politique, des organismes portant à vrai dire les mêmes noms, mais réduits à de simples appareils administratifs; au lieu du peuple armé et organisé en milices pour assurer à lui seul la défense à l'extérieur et l'ordre à l'intérieur, une armée permanente, une police non contrôlée et cent fois mieux armée que celle du tsar; enfin et surtout, au lieu des fonctionnaires élus, sans cesse contrôlés, sans cesse révocables, qui devaient assurer le gouvernement en attendant le moment où « chaque cuisinière apprendrait à gouverner l'Etat », une bureaucratie permanente, irresponsable, recrutée par cooptation, et possédant, par la concentration entre ses mains de tous les pouvoirs économiques et politiques, une puissance jusqu'ici inconnue dans l'histoire.

La nouveauté même d'un semblable régime le rend difficile à analyser. Trotsky persiste à dire qu'il s'agit d'une « dictature du prolétariat », d'un « Etat Ouvrier » bien qu'à « déformations bureaucratiques » et que, concernant la nécessité, pour un tel régime, de s'étendre ou de périr, Lénine et lui ne se sont trompés que sur les délais. Mais quand une erreur de quantité atteint de telles proportions, il est permis de croire qu'il s'agit d'une erreur portant sur la qualité, autrement dit sur la nature même du régime dont on veut définir les conditions d'existence. D'autre part, nommer un Etat « Etat Ouvrier » quand on explique par ailleurs que chaque ouvrier y est placé, économiquement et politiquement, à l'entière discrétion d'une caste bureaucratique, cela ressemble à une mauvaise plaisanterie. Quant aux « déformations », ce terme, singulièrement mal à sa place concernant un Etat dont tous les caractères sont exactement l'opposé de ceux que comporte théoriquement un Etat ouvrier, semble indiquer que le régime stalinien serait une sorte d'anomalie ou de maladie de la révolution russe. Mais la distinction entre le pathologique et le normal n'a pas de valeur théorique. Descartes disait qu'une horloge détraquée n'est pas une exception aux lois de l'horloge, mais un mécanisme différent obéissant à ses lois propres; de même il faut considérer le régime stalinien, non comme un Etat ouvrier détraqué, mais comme un mécanisme social différent, défini par les rouages qui le composent, et fonctionnant conformément à la nature de ces rouages. Et, alors que les rouages d'un Etat ouvrier seraient les organisations démocratiques de la classe ouvrière, les rouages du régime stalinien sont exclusivement les pièces d'une administration centralisée dont dépend entièrement toute la vie économique, politique et intellectuelle du pays. Pour un tel régime, le dilemme « s'étendre ou périr » non seulement n'est plus valable, mais n'a même plus de sens; le régime stalinien, en tant que système d'oppression est aussi peu contagieux que pouvait l'être l'Empire pour les pays voisins de la France. La vue selon laquelle le régime stalinien constituerait une simple transition, soit vers le socialisme, soit vers le capitalisme apparaît également comme arbitraire. L'oppression des ouvriers n'est évidemment pas une étape vers le socialisme. La « machine bureaucratique et militaire » qui constituait, aux yeux de Marx, le véritable obstacle à la possibilité d'une marche continue vers le socialisme par la simple accumulation de réformes successives, n'a sans doute pas perdu cette propriété du fait que, contrairement aux prévisions, elle survit à l'économie capitaliste. Quant à la restauration du capitalisme, qui ne pourrait se produire que comme une sorte de colonisation, elle n'est nullement impossible, en raison de l'avidité propre à tous les impérialismes et de la faiblesse économique et militaire de l'U.R.S.S.; cependant, les rivalités qui opposent les divers impérialismes empêchent, jusqu'ici, que le rapport des forces soit écrasant pour la Russie. En tous cas, la bureaucratie soviétique ne s'oriente nullement vers une capitulation, de sorte que le terme de transition serait de toutes manières impropre. Rien ne permet de dire que la bureaucratie d'Etat russe prépare le terrain pour une domination autre que la sienne propre, qu'il s'agisse de la domination du prolétariat ou de la bourgeoisie. En réalité, toutes les explications embarrassées par lesquelles les militants formés par le bolchévisme essayent de se dispenser de reconnaître la fausseté radicale des perspectives posées en octobre 1917 reposent sur le même préjugé que ces perspectives elles-mêmes, à savoir sur l'affirmation, considérée comme un dogme, qu'il ne peut y avoir actuellement que deux types d'Etat, l'Etat capitaliste et l'Etat ouvrier. A ce dogme, le développement du régime issu d'octobre apporte le plus brutal démenti. D'Etat ouvrier, il n'en a jamais existé sur la surface de la terre, sinon quelques semaines à Paris, en 1871, et quelques mois peut-être en Russie, en 1917 et 1918. En revanche, règne sur un sixième du globe, depuis près de quinze ans, un Etat aussi oppressif que n'importe quel autre, et qui n'est ni capitaliste ni ouvrier. Certes, Marx n'avait rien prévu de semblable. Mais Marx non plus ne nous est pas aussi cher que la vérité.

L'ETAT FASCISTE

L'autre phénomène capital de notre époque, je veux dire le fascisme, ne rentre pas plus aisément que l'Etat

russe dans les schémas du marxisme classique. Làdessus aussi, bien entendu, il existe des lieux communs propres à sauver de la pénible obligation de réfléchir. Comme l'U.R.S.S. est un « Etat Ouvrier » plus ou moins « déformé », le fascisme est un mouvement des masses petites bourgeoises, reposant sur la démagogie, et qui constitue « la dernière carte de la bourgeoisie avant le triomphe de la Révolution ». Car la dégénérescence du mouvement ouvrier a amené les théoriciens à représenter la lutte des classes comme un duel ou un jeu entre partenaires conscients, et chaque événement social ou politique comme une manœuvre de l'un des partenaires; conception qui n'a pas plus de rapports avec le matérialisme que la mythologie grecque. Il existe des cercles restreints de grands financiers, de grands industriels, de politiciens réactionnaires qui défendent consciemment ce qu'ils pensent être les intérêts politiques de l'oligarchie capitaliste; mais ils sont bien incapables aussi bien d'empêcher que de susciter un mouvement de masses comme le fascisme, ou même de le diriger. En fait, ils l'ont tantôt aidé, tantôt combattu, ont tenté vainement de s'en faire un instrument docile et ont fini par capituler eux-mêmes devant lui. Certes, c'est la présence d'un prolétariat exaspéré qui fait pour eux de cette capitulation un moindre mal. Néanmoins le fascisme est tout autre chose qu'une carte entre leurs mains. La brutalité avec laquelle Hitler a congédié Hugenberg comme un domestique, et cela malgré les protestations de Krupp est significative à cet égard. Il ne faut pas non plus oublier que le fascisme met radicalement fin à ce jeu des partis né du régime bourgeois et qu'aucune dictature bourgeoise, même en temps de guerre, n'avait encore supprimé; et qu'il a installé à la place un régime politique dont la structure est à peu près celle du régime russe tel que l'a défini Tomsky: « un parti au pouvoir et tous les autres en prison ». Ajoutons que la subordination mécanique du parti au chef est la même dans les deux cas, et assurée, dans les deux cas, par la police. Mais la souveraineté politique n'est rien sans la souveraineté économique; aussi le fascisme tend-il à se rapprocher du régime russe aussi sur le terrain économique, par la concentration de tous les pouvoirs, aussi bien économiques que politiques, entre les mains du chef de l'Etat. Mais, sur ce terrain, le fascisme se heurte à la propriété capitaliste qu'il ne veut pas détruire. Il y a là une contradiction dont on voit mal à quoi elle peut mener. Mais, de même que le mécanisme de l'Etat russe ne peut être expliqué par de simples « déformations », de même cette contradiction essentielle du mouvement fasciste, ne peut être expliquée par la simple démagogie. Ce qui est sûr, c'est que, si le fascisme italien n'a obtenu la concentration des pouvoirs politiques qu'après de longues années qui ont épuisé son élan, le national-socialisme au contraire, parvenu au même résultat en moins de six mois, renferme encore une immense énergie et tend à aller beaucoup plus loin. Comme le montre notamment un rapport d'une grande société anonyme allemande que *l'Humanité* a cité sans en apercevoir la signification, la bourgeoisie s'inquiète devant la menace de l'empire étatique. Et effectivement Hitler a créé des organismes ayant un pouvoir souverain pour condamner ouvriers ou patrons à dix ans de travaux forcés et confisquer les entreprises.

TECHNOCRATES ET AUTRES...

L'on essaye vainement, pour faire rentrer à tout prix le national-socialisme dans les cadres du marxisme, de trouver, à l'intérieur même du mouvement une forme déguisée de la lutte des classes entre la base, instinctivement socialiste, et les chefs, qui représenteraient les intérêts du grand capital et auraient pour tâche de duper les masses par une savante démagogie. Tout d'abord rien ne permet d'affirmer avec certitude que Hitler et ses lieutenants, quels que soient leurs liens avec le capital monopolisateur, en sont de simples instruments. Et surtout l'orientation des masses hitlériennes, si elle est violemment anticapitaliste, n'est nullement socialiste, non plus que la propagande démagogique des chefs; car il s'agit de remettre l'économie non pas entre les mains des producteurs groupés en organisations démocratiques, mais bien entre les mains de l'appareil d'Etat. Or, bien que l'influence des réformistes et des staliniens l'ait fait oublier depuis longtemps, le socialisme, c'est la souveraineté économique des travailleurs et non pas de la machine bureaucratique et militaire de l'Etat. Ce qu'on nomme l'aile « national-bolchévique » du mouvement hitlérien n'est donc nullement socialiste. Ainsi les deux phénomènes politiques qui dominent notre époque ne peuvent ni l'un ni l'autre être situés dans le tableau traditionnel de la lutte des classes. Il en est de même pour toute une série de mouvements contemporains issus de l'aprèsguerre, et remarquables par leurs affinités aussi bien avec le stalinisme qu'avec le fascisme. Telle est, par exemple, la revue allemande *die Tat*, qui groupe une pléïade de jeunes et brillants économistes, est extrêmement proche du national-socialisme et considère l'U.R.S.S. comme le modèle de l'Etat futur, à l'abolition de la propriété privée près; elle préconise actuellement une alliance militaire entre la Russie et l'Allemagne hitlérienne. En France, nous avons quelques cercles, comme celui de la revue *Plans*, où se retrouve une semblable ambiguité. Mais le mouvement le plus significatif à cet égard, c'est ce mouvement technocratique qui a, dit-on, en un court espace de temps, couvert la surface des Etats-Unis; on sait qu'il préconise, dans les limites d'une économie nationale fermée, l'abolition de la concurrence et des marchés et une dictature économique exercée souverainement par les techniciens. Ce mouvement, qu'on a souvent rapproché du stalinisme et du fascisme, a d'autant plus de portée qu'il ne semble pas être sans influence sur le cercle d'intellectuels de Columbia qui sont en ce moment les conseillers de Roosevelt. De pareils courants d'idées sont quelque chose d'absolument nouveau et qui donne à notre époque son caractère propre. Au reste, la période actuelle, si confuse soit-elle et si riche en courants politiques de toutes sortes, anciens et nouveaux, ne semble guère manquer que du mouvement même qui, d'après les prévisions, devrait en constituer le caractère essentiel, à savoir la lutte pour l'émancipation économique et politique des travailleurs. Il y a bien, dispersés çà et là et désunis par d'obscures querelles, une poignée de vieux syndicalistes et de communistes sincères; il y a même quelques petites organisations qui ont gardé à peu près intacts les mots d'ordre socialistes. Mais l'idéal d'une société régie, sur le terrain économique et politique, par la coopéra-

tion des travailleurs ne conduit presque plus aucun mouvement des masses, soit spontané, soit organisé; et cela au moment même où il n'est question, dans tous les milieux, que de la faillite du capitalisme.

Devant cet état de choses, l'on est contraint, si l'on veut regarder la réalité en face, de se demander si le successeur du régime capitaliste ne doit pas être, plutôt que la libre association des producteurs, un nouveau système d'oppression. Je voudrais à ce sujet soumettre une idée, à titre de simple hypothèse, à l'examen des camarades. On peut dire en abrégeant que l'humanité a connu jusqu'ici deux formes principales d'oppression, l'une, esclavage ou servage, exercée au nom de la force armée, l'autre au nom de la richesse transformée ainsi en capital; il s'agit de savoir s'il n'est pas en ce moment en train de leur succéder une oppression d'une espèce nouvelle, l'oppression exercée au nom de la fonction.

L'oppression au nom de la fonction

LES TRANSFORMATIONS DE L'INDUSTRIE

La lecture même de Marx montre avec évidence que déjà, il y a un demi-siècle, le capitalisme avait subi des modifications profondes et de nature à transformer le mécanisme même de l'oppression. Cette transformation n'a fait que s'accentuer depuis la mort de Marx jusqu'à nos jours, et à un rythme particulièrement accéléré durant la période d'après-guerre. Déjà dans Marx il apparaît que le phénomène qui définit le capitalisme, à savoir l'achat et la vente de la force de travail, est devenu, au cours du développement de la grande industrie, un facteur subordonné dans l'oppression des masses laborieuses; l'instant décisif, quant à l'asservissement du travailleur, n'est plus celui où, sur le marché du travail, l'ouvrier vend son temps au patron, mais celui où, à peine le seuil de l'usine franchi, il est happé par l'entreprise. On connaît, à ce sujet, les terribles formules de Marx: « Dans l'artisanat et la manufacture, le travailleur se sert de l'outil; dans la fabrique, il est au service de la machine. » « Dans la fabrique, existe un mécanisme mort indépendant des ouvriers, et qui se les incorpore comme des rouages vivants. » « Le renversement (du rapport entre le travailleur et les conditions du travail) ne devient une réalité saisissable dans la technique elle-même qu'avec le machinisme. » « La séparation des forces spirituelles du procès de production d'avec le travail manuel, et leur transformation en forces d'oppression du capital sur le travail, s'accomplit pleinement... dans la grande industrie construite sur la base du machinisme. Le détail de la destinée individuelle... de l'ouvrier travaillant à la machine disparaît comme une mesquinerie devant la science, les formidables forces naturelles et le travail collectif qui sont cristallisés dans le système des machines et constituent la puissance du maître. » Si l'on néglige la manufacture, qui peut être regardée comme une simple transition, on peut dire que l'oppression des ouvriers salariés, d'abord fondée essentiellement sur les rapports de propriété et d'échange, au temps des ateliers, est devenue par le machinisme un simple aspect des rapports contenus dans la technique même de la production. A l'opposition créée par l'argent entre acheteurs et vendeurs de la force de travail s'est ajoutée une autre opposition, créée par le moyen même de la production, entre ceux qui disposent de la machine et ceux dont la machine dispose. L'expérience russe a montré que, contrairement à ce que Marx a trop hâtivement admis, la première de ces oppositions peut être supprimée sans que disparaisse la seconde. Dans les pays capitalistes, ces deux oppositions coexistent, et cette coexistence crée une confusion considérable. Les mêmes hommes se vendent au capital et servent la machine; au contraire, ce ne sont pas toujours les mêmes hommes qui disposent des capitaux et qui dirigent l'entreprise. A vrai dire, il existait encore, il n'y a pas bien longtemps, une catégorie d'ouvriers qui, tout en étant salariés, n'étaient pas de simples rouages vivants au service des machines, mais exécutaient au contraire leur travail en utilisant les machines avec autant de liberté, d'initiative et d'intelligence que l'artisan qui manie son outil; c'était les ouvriers qualifiés. Cette catégorie d'ouvriers, qui, dans chaque entreprise, constituait le facteur essentiel de la production, a été à peu près supprimée par la rationalisation; à présent un régleur se charge de disposer une certaine quantité de machines selon les exigences du travail à exécuter et le travail est accompli sous ses ordres par des manœuvres spécialisés, capables seulement de faire fonctionner un type de machine et un seul par des gestes toujours identiques et auxquels l'intelligence n'a aucune part. Ainsi l'usine est partagée, actuellement, en deux camps nettement délimités, ceux qui exécutent le travail sans y prendre à proprement parler aucune part active, et ceux qui dirigent le travail sans rien exécuter. Entre ces deux fractions de la population d'une entreprise, la machine elle-même constitue une barrière infranchissable. En même temps, le développement du système des sociétés anonymes a établi une barrière, à vrai dire moins nette, entre ceux qui dirigent l'entreprise et ceux qui la possèdent. Un homme comme Ford, à la fois capitaliste et chef d'entreprise, apparaît de nos jours comme une survivance du passé, ainsi que l'a remarqué l'économiste américain Pound. « Les entreprises », écrit Palewski dans un livre paru en 1928, « tendent de plus en plus à échapper des mains de ces capitaines d'industrie, chefs et possesseurs primitifs de l'affaire... L'ère des conquérants tend peu à peu à n'être que le passé. Nous arrivons à l'époque qu'on a pu appeler l'ère des techniciens de la direction, et ces techniciens sont aussi éloignés des ingénieurs et des capitalistes que des ouvriers. Le chef n'est plus un capitaliste maître de l'entreprise, il est remplacé par un conseil de techniciens. Nous vivons encore sur ce passé si proche et l'esprit a quelque peine à saisir cette évolution ».

Ici encore, il s'agit d'un phénomène que Marx avait aperçu. Seulement, tandisqu'au temps de Marx, le personnel administratif de l'entreprise n'était guère qu'une équipe d'employés au service des capitalistes, de nos jours, en face des petits actionnaires réduits au simple rôle de parasites et des grands capitalistes principalement occupés du jeu financier, les « techniciens de la direction » constituent une couche sociale distincte, dont l'importance tend à croître et qui absorbe par diverses voies une quantité considérable des profits. Laurat, analysant dans son livre sur l'U.R.S.S. le mécanisme de l'exploitation exercée par la bureaucratie, note que « la consommation personnelle des bureau-

crates », consommation disproportionnée, dans l'ensemble, avec la valeur des services rendus par eux », effectuée régulièrement et à titre de revenu fixe », s'opère quasi indépendamment des nécessités d'accumulation qui ne se matérialisent dans la rubrique « bénéfices » que lorsque les « frais d'administration », c'est-à-dire les besoins de la bureaucratie, sont couverts; et il oppose à ce système le système capitaliste où « la nécessité de l'accumulation prime le versement du dividende ». Mais il oublie que, si l'accumulation passe avant les dividendes, les « frais d'administration » dans les sociétés capitalistes tout comme en U.R.S.S., passent avant l'accumulation. Jamais ce phénomène n'a été si frappant qu'aujourd'hui, où des entreprises proches de la faillite, ayant renvoyé une foule d'ouvriers, travaillant au tiers ou au quart de leur capacité de production, conservent presque intact un personnel administratif composé de quelques directeurs grassement rétribués et d'employés mal payés, mais en quantité tout à fait disproportionnée avec le rythme de la production. Ainsi il y a, autour de l'entreprise, trois couches sociales bien distinctes: les ouvriers, instruments passifs de l'entreprise, les capitalistes dont la domination repose sur un système économique en voie de décomposition, et les administrateurs qui s'appuient au contraire sur une technique dont l'évolution ne fait qu'augmenter leur pouvoir.

L'IMPORTANCE CROISSANTE DE LA BUREAUCRATIE

Ce développement de la bureaucratie dans l'industrie n'est que l'aspect le plus caractéristique d'un phénomène tout à fait général. L'essentiel de ce phénomène consiste dans une spécialisation qui s'accentue de jour en jour. La transformation qui a eu lieu dans l'industrie, où les ouvriers qualifiés, capables de comprendre et de manier toutes sortes de machines, ont été remplacés par des manœuvres spécialisés, automatiquement dressés à servir une seule espèce de machine, cette transformation est l'image d'une évolution qui s'est produite dans tous les domaines. Si les ouvriers sont de plus en plus dépourvus de connaissances techniques, les techniciens, non seulement sont souvent assez ignorants de la pratique du travail, mais encore leur compétence est en bien des cas limitée à un domaine tout à fait restreint; en Amérique on s'est même mis à créer des ingénieurs spécialisés, comme de vulgaires manœuvres, dans une catégorie déterminée de machines, et, chose significative, l'U.R.S.S. s'est empressée d'imiter l'Amérique sur ce point. Il va de soi, au reste, que les techniciens ignorent les fondements théoriques des connaissances qu'ils utilisent. Les savants, à leur tour, non seulement restent étrangers aux problèmes techniques, mais sont de plus entièrement privés de cette vue d'ensemble qui est l'essence même de la culture théorique. On pourrait compter sur les doigts, dans le monde entier, les savants qui ont un aperçu de l'histoire et du développement de leur propre science; il n'en est point qui soit réellement compétent à l'égard des sciences autres que la sienne propre. Comme la science forme un tout indivisible, on peut dire qu'il n'y a plus à proprement parler de savants, mais seulement des manœuvres du travail scientifique, rouages d'un ensemble que leur esprit n'embrasse point. On pourrait multiplier les exemples. Dans presque tous les domaines, l'individu, enfermé dans les limites d'une compétence restreinte, se trouve pris dans un ensemble qui le dépasse, sur lequel il doit régler toute son activité, et dont il ne peut comprendre le fonctionnement. Dans une telle situation, il est une fonction qui prend une importance primordiale, à savoir celle qui consiste simplement à coordonner; on peut la nommer fonction administrative ou bureaucratique. La rapidité avec laquelle la bureaucratie a envahi presque toutes les branches de l'activité humaine est quelque chose de stupéfiant dès qu'on y songe. L'usine rationalisée, où l'homme se trouve privé, au profit d'un mécanisme inerte, de tout ce qui est initiative, intelligence, savoir, méthode, est comme une image de la société actuelle. Car la machine bureaucratique, pour être formée de chair, et de chair bien nourrie, n'en est pas moins aussi irresponsable et aussi inconsciente que les machines de fer et d'acier. Toute l'évolution de la société actuelle tend à développer les diverses formes d'oppression bureaucratique et à leur donner une sorte d'autonomie par rapport au capitalisme proprement dit. Aussi notre devoir est-il de définir ce nouveau facteur politique plus clairement que n'a pu le faire Marx. A vrai dire, Marx avait bien aperçu la force d'oppression que constitue la bureaucratie. Il avait parfaitement vu que le véritable obstacle aux réformes émancipatrices n'est pas le système des échanges et de la propriété, mais « la machine bureaucratique et militaire » de l'Etat. Il avait bien compris que la tare la plus honteuse qu'ait à effacer le socialisme, ce n'est pas le salariat, mais « la dégradante division du travail manuel et du travail intellectuel » ou, selon une autre formule, « la séparation des forces spirituelles du travail d'avec le travail manuel ». Mais Marx ne s'est pas demandé s'il ne s'agit pas là d'un ordre de problèmes indépendant des problèmes que pose le jeu de l'économie capitaliste proprement dite. Bien qu'il ait assisté à la séparation de la propriété et de la fonction dans l'entreprise capitaliste, il ne s'est pas demandé si la fonction administrative, dans la mesure où elle est permanente, ne pourrait pas, indépendamment de tout monopole de la propriété, donner naissance à une nouvelle classe oppressive. Et cependant, si l'on voit très bien comment une révolution peut « exproprier les expropriateurs », on ne voit pas comment un mode de production fondé sur la subordination de ceux qui exécutent à ceux qui coordonnent pourrait ne pas produire automatiquement une structure sociale définie par la dictature d'une caste bureaucratique. Non pas qu'on ne puisse imaginer un contrôle et un système de roulement qui rétablirait l'égalité aussi bien dans l'Etat que dans le procès même de la production industrielle; mais en fait, quand une couche sociale se trouve pourvue d'un monopole quelconque, elle le conserve jusqu'à ce que les bases mêmes en soient sapées par le développement historique. C'est ainsi que le féodalisme est tombé non pas sous la poussée des masses populaires s'emparant elles-mêmes de la force armée, mais par la substitution du commerce à la guerre comme moyen principal de domination. De même, la couche sociale définie par l'exercice des fonctions d'administration n'acceptera jamais, quel que soit le régime légal de la propriété, d'ouvrir l'accès de ces fonctions aux masses laborieuses, d'apprendre « à chaque cuisinière à gouverner l'Etat » ou à chaque manœuvre à diriger l'entreprise. Tout régime

de domination d'une classe sur une autre répond en somme, dans l'histoire, à la distinction entre une fonction sociale dominante et une ou plusieurs fonctions subordonnées; ainsi, au moyen-âge, la production était quelque chose de subordonné par rapport à la défense des champs à main armée; à l'étape suivante, la production, devenue essentiellement industrielle, s'est trouvée subordonnée à la circulation. Il y aura socialisme quand la fonction dominante sera le travail productif lui-même; mais c'est ce qui ne peut avoir lieu tant que durera un système de production où le travail proprement dit se trouve subordonné, par l'intermédiaire de la machine, à la fonction consistant à coordonner les travaux. Aucune expropriation ne peut résoudre ce problème, contre lequel s'est brisé l'héroïsme des ouvriers russes. La suppression de la division des hommes en capitalistes et en prolétaires n'implique nullement que doive disparaître, même progressivement, « la séparation des forces spirituelles du travail d'avec le travail manuel ».

CE QUE SERAIT UN REGIME BUREAUCRATIQUE

Les technocrates américains ont tracé un tableau enchanteur d'une société où, le marché étant supprimé, les techniciens se trouveraient tout puissants, et useraient de leur puissance de manière à donner à tous le plus de loisir et de bien-être possible. Cette conception rappelle, par son caractère utopique, celle du despotisme éclairé chère à nos pères. Toute puissance exclusive et non contrôlée devient oppressive aux mains de ceux qui en détiennent le monopole. Et dès à présent l'on voit fort bien comment se dessine, à l'intérieur même du système capitaliste, l'action oppressive de cette couche sociale nouvelle. Sur le terrain de la production, la bureaucratie, mécanique irresponsable, engendre, comme l'a noté Laurat à propos de l'U.R.S.S., d'une part un parasitisme sans limites, d'autre part une anarchie qui, en dépit de tous les « plans », équivaut pour le moins à l'anarchie causée par la concurrence capitaliste. Quant aux rapports entre la production et la consommation, il serait vain d'espérer qu'une caste bureaucratique, qu'elle soit russe ou américaine, les rétablisse en subordonnant la première à la seconde. Tout groupe humain qui exerce une puissance l'exerce, non pas de manière à rendre heureux ceux qui y sont soumis, mais de manière à accroître cette puissance; c'est là une question de vie et de mort pour n'importe quelle domination. Tant que la production en est restée à un stade primitif, la question de la puissance s'est résolue par les armes. Les transformations économiques l'ont transportée sur le plan de la production elle-même; c'est ainsi qu'est né le régime capitaliste. L'évolution du régime a, par la suite, rétabli la guerre comme moyen essentiel de lutte pour le pouvoir, mais sous une autre forme; la supériorité dans la lutte militaire suppose, de nos jours, la supériorité dans la production elle-même. Si la production a pour fin, aux mains des capitalistes, le jeu de la concurrence, elle aurait nécessairement pour fin, aux mains des techniciens organisés en une bureaucratie d'Etat, la préparation à la guerre. Au reste, comme Rousseau l'avait déjà compris, aucun système d'oppression n'a intérêt au bien-être des opprimés; c'est sur la misère que l'oppression peut peser le plus aisément de tout son poids. Quant à l'atmosphère morale que peut amener un régime de dictature bureaucratique, on peut dès à présent se rendre compte de ce qu'elle peut être. Le capitalisme n'est qu'un système d'exploitation du travail productif; si l'on excepte les tentatives d'émancipation du prolétariat, il a donné un libre essor, dans tous les domaines, à l'initiative, au libre examen, à l'invention, au génie. Au contraire, la machine bureaucratique, qui exclut tout jugement et tout génie, tend, par sa structure même, à la totalité des pouvoirs. Elle menace donc l'existence même de tout ce qui est encore précieux pour nous dans le régime bourgeois. Au lieu du choc des opinions contraires, on aurait, sur toutes choses, une opinion officielle dont nul ne pourrait s'écarter; au lieu du cynisme propre au système capitaliste, qui dissout tous les liens d'homme à homme pour les remplacer par de purs rapports d'intérêts, un fanatisme soigneusement cultivé, propre à faire de la misère, aux yeux des masses, non plus un fardeau passivement supporté, mais un sacrifice librement consenti; un mélange de dévouement mystique et de bestialité sans frein; une religion de l'Etat qui étoufferait toutes les valeurs individuelles, c'est-à-dire toutes les valeurs vraies. Le système capitaliste et même le régime féodal, qui, par le désordre qu'il comportait, permettait çà et là à des individus et à des collectivités de se développer d'une manière indépendante, sans parler de ce bienheureux régime grec où les esclaves étaient du moins employés à nourrir des hommes libres, toutes ces formes d'oppression apparaissent comme des formes de vie libre et heureuse auprès d'un système qui anéantirait méthodiquement toute initiative, toute culture, toute pensée.

Y ALLONS-NOUS ?

Sommes-nous réellement menacés d'être soumis à un tel régime ? Nous en sommes peut-être plus que menacés; il semble que nous le voyions se développer sous nos yeux. La guerre, qui se continue sous forme de préparation à la guerre, a donné une fois pour toutes à l'appareil d'Etat un rôle important dans la production. Bien que, même en pleine lutte, les intérêts des capitalistes aient souvent passé avant l'intérêt de la défense nationale, comme le montre l'exemple de Briey, la préparation systématique à la guerre suppose pour chaque Etat une certaine règlementation de l'économie, une certaine tendance vers l'indépendance économique. D'autre part, dans tous les domaines, la bureaucratie s'est, depuis la guerre, monstrueusement développée. Certes la bureaucratie ne s'est pas encore constituée en un système d'oppression; si elle s'est infiltrée partout, elle demeure cependant diffuse, dispersée en une foule d'appareils que le jeu même du régime capitaliste empêche de se cristalliser autour d'un noyau central. Fried, le principal théoricien de la revue *die Tat*, disait en 1930: « Nous sommes pratiquement sous la domination de la bureaucratie syndicale, de la bureaucratie industrielle et de la bureaucratie d'Etat, et ces trois bureaucraties se ressemblent tant qu'on pourrait mettre l'une à la place de l'autre ». Or, sous l'influence de la crise, ces trois bureaucraties tendent à se fondre en un appareil unique. C'est ce qu'on voit en Amérique, où Roosevelt, sous l'influence d'une pléiade de techniciens, essaye de fixer les prix et les salaires, en accord

avec les unions d'industriels et d'ouvriers. C'est ce qu'on voit en Allemagne, où, avec une rapidité foudroyante, l'appareil d'Etat s'est annexé l'appareil syndical, et tend à mettre la main sur l'économie. Quant à la Russie, il y a longtemps que les trois bureaucraties de l'Etat, des entreprises et des organisations ouvrières n'y forment plus qu'un seul et même appareil.

La question des perspectives se pose de deux manières; d'une part, pour la Russie, où les masses travailleuses ont exproprié propriétaires et capitalistes, il s'agit de savoir si la bureaucratie peut effacer, sans guerre civile, jusqu'aux traces des conquêtes d'octobre. Il semble bien que les faits nous contraignent, malgré Trotsky, à répondre par l'affirmative. Quant aux autres pays, il faut examiner si le capitalisme proprement dit peut y périr sans une semblable expropriation, par une simple transformation du sens de la propriété. Sur ce point, les faits sont beaucoup moins clairs. Certes l'on peut dire que dès maintenant le régime capitaliste n'existe plus à proprement parler. Il n'y a plus à proprement parler de marché du travail. La règlementation du salaire et de l'embauche, le service du travail semblent autant d'étapes dans la transformation du salariat en une forme d'exploitation nouvelle. Il semble aussi qu'en Allemagne les commissaires installés par Hitler dans les trusts et les grandes entreprises, exercent réellement un pouvoir dictatorial. L'abandon systématique de la monnaie or dans le monde est aussi un phénomène important. D'autre part il faut tenir compte de faits tels que la « clôture de la révolution nationale » en Allemagne et la constitution d'un conseil supérieur de l'économie qui comprend tous les magnats. Cependant le mouvement national-socialiste est loin d'avoir dit son dernier mot. Les capitulations successives de la bourgeoisie devant ce mouvement montrent assez quel est le rapport des forces. La séparation de la propriété et de l'entreprise, qui a transformé la plupart des propriétaires de capital en simples parasites, permet des mots d'ordre, tels que « la lutte contre l'esclavage de l'intérêt », qui sont anticapitalistes sans être prolétariens. Quant aux grands magnats du capital industriel et financier, leur participation à la dictature économique de l'Etat n'exclut pas nécessairement la suppression du rôle qu'ils ont joué jusqu'ici dans l'économie. Enfin, si les phénomènes politiques peuvent être considérés comme des signes de l'évolution économique, on ne peut négliger le fait que tous les courants politiques qui touchent les masses, qu'ils s'intitulent fascistes, socialistes ou communistes, tendent à la même forme de capitalisme d'Etat. Seuls s'opposent à ce grand courant quelques défenseurs du libéralisme économique, de plus en plus timides et de moins en moins écoutés. Bien rares sont ceux de nos camarades qui se souviennent qu'on pourrait y opposer aussi la démocratie ouvrière. En présence de tous ces faits, et de bien d'autres, nous sommes contraints de nous demander nettement vers quel régime nous mènera la crise actuelle, si elle se prolonge, ou, en cas d'un retour rapide de la bonne conjoncture, les crises ultérieures.

Restons nous-mêmes

Devant une semblable évolution, la pire déchéance serait d'oublier nous-mêmes le but que nous poursuivons. Cette déchéance a déjà atteint plus ou moins gravement un grand nombre de nos camarades, et elle nous menace tous. N'oublions pas que nous voulons faire de l'individu et non de la collectivité la suprême valeur. Nous voulons faire des hommes complets en supprimant cette spécialisation qui nous mutile tous. Nous voulons donner au travail manuel la dignité à laquelle il a droit, en donnant à l'ouvrier la pleine intelligence de la technique au lieu d'un simple dressage; et donner à l'intelligence son objet propre, en la mettant en contact avec le monde par le moyen du travail. Nous voulons mettre en pleine lumière les rapports véritables de l'homme et de la nature, ces rapports que déguise, dans toute société fondée sur l'exploitation, « la dégradante division du travail en travail intellectuel et travail manuel ». Nous voulons rendre à l'homme, c'est-à-dire à l'individu, la domination qu'il a pour fonction propre d'exercer sur la nature, sur les outils, sur la société elle-même; rétablir la subordination des conditions matérielles du travail par rapport aux travailleurs; et, au lieu de supprimer la propriété individuelle, « faire de la propriété individuelle une vérité, en transformant les moyens de production, ...qui servent aujourd'hui surtout à asservir et exploiter le travail, en de simples instruments du travail libre et associé ».

C'est là la tâche propre de notre génération. Depuis plusieurs siècles, depuis la Renaissance, les hommes de pensée et d'action travaillent méthodiquement, à rendre l'esprit humain maître des forces de la nature; et le succès a dépassé les espérances. Mais au cours du siècle dernier l'on a compris que la société elle-même est une force de la nature, aussi aveugle que les autres, aussi dangereuse pour l'homme s'il ne parvient pas à la maîtriser. Actuellement, cette force pèse sur nous plus cruellement que l'eau, la terre, l'air et le feu; d'autant qu'elle a elle-même entre ses mains, par les progrès de la technique, le maniement de l'eau, de la terre, de l'air et du feu. L'individu s'est trouvé brutalement dépossédé des moyens de combat et de travail; ni la guerre, ni la production ne sont plus possibles sans une subordination totale de l'individu à l'outillage collectif. Or le mécanisme social, par son fonctionnement aveugle, est en train, comme le montre tout ce qui arrive depuis août 1914, de détruire toutes les conditions du bien-être matériel et moral de l'individu, toutes les conditions du développement intellectuel et de la culture. Maîtriser ce mécanisme est pour nous une question de vie ou de mort; et le maîtriser, c'est le soumettre à l'esprit humain, c'est-à-dire à l'individu. La subordination de la société à l'individu, c'est la définition de la démocratie véritable, et c'est aussi celle du socialisme. Mais comment maîtriser cette puissance aveugle, alors qu'elle possède, comme Marx l'a montré en des formules saisissantes, toutes les forces intellectuelles et matérielles cristallisées en un monstrueux outillage ? Nous chercherions en vain dans la littérature marxiste une réponse à cette question.

LES RAISONS DE CRAINDRE

Faut-il donc désespérer ? Certes, les raisons ne manqueraient pas. L'on voit mal où l'on pourrait placer son espérance. La capacité de juger librement se fait de plus en plus rare, en particulier dans les milieux intellectuels, par cette spécialisation qui force chacun, dans les questions fondamentales que pose chaque re-

cherche théorique, à croire sans savoir. Ainsi, même dans le domaine de la théorie pure, le jugement individuel se trouve découronné devant les résultats acquis par l'effort collectif. Quant à la classe ouvrière, sa situation d'instrument passif de la production ne la prépare guère à prendre ses propres destinées en mains. Les générations actuelles ont été d'abord décimées et démoralisées par la guerre; puis la paix et la prospérité, une fois revenues, ont amené d'une part un luxe et une fièvre de spéculation qui ont profondément corrompu toutes les couches de la population, d'autre part des modifications techniques qui ont enlevé à la classe ouvrière sa force principale. Car l'espoir du mouvement révolutionnaire reposait sur les ouvriers qualifiés, seuls à unir, dans le travail industriel, la réflexion et l'exécution, à prendre une part active et essentielle dans la marche de l'entreprise, seuls capables de se sentir prêts à assumer un jour la responsabilité de toute la vie économique et politique. En fait, ils formaient le noyau le plus solide des organisations révolutionnaires. Or la rationalisation a supprimé leur fonction et n'a guère laissé subsister que des manœuvres spécialisés, complètement asservis à la machine. Ensuite est venu le chômage, qui s'est abattu sur la classe ouvrière ainsi mutilée sans provoquer de réaction. S'il a exterminé moins d'hommes que la guerre, il a produit un abattement autrement profond, en réduisant de larges masses ouvrières, et en particulier toute la jeunesse, à une situation de parasite qui, à force de se prolonger, a fini par sembler définitive à ceux qui la subissent. Les ouvriers qui sont demeurés dans les entreprises ont fini par considérer eux-mêmes le travail qu'ils accomplissent non plus comme une activité indispensable à la production, mais comme une faveur accordée par l'entreprise. Ainsi le chômage, là où il est le plus étendu, en arrive à réduire le prolétariat tout entier à un état d'esprit de parasite. Certes la prospérité peut revenir, mais aucune prospérité ne peut sauver les générations qui ont passé leur adolescence et leur jeunesse dans une oisiveté plus exténuante que le travail, ni préserver les générations suivantes d'une nouvelle crise ou d'une nouvelle guerre. Les organisations peuvent-elles donner au prolétariat la force qui lui manque ? La complexité même du régime capitaliste, et par suite des problèmes que pose la lutte à mener contre lui, transporte dans le sein même du mouvement ouvrier « la dégradante division du travail en travail manuel et intellectuel ». La lutte spontanée s'est toujours révélée impuissante, et l'action organisée sécrète en quelque sorte automatiquement un appareil de direction qui, tôt ou tard, devient oppressif. De nos jours cette oppression s'effectue sous la forme d'une liaison organique soit avec l'appareil d'Etat national, soit avec l'appareil d'Etat russe. Et ainsi nos efforts risquent, non seulement de rester vains, mais encore de se tourner contre nous, au profit de notre ennemi capital, le fascisme. Le travail d'agitation, en exaspérant la révolte, peut favoriser la démagogie fasciste, comme le montre l'exemple du parti communiste allemand. Le travail d'organisation, en développant la bureaucratie, peut favoriser également l'avènement du fascisme, comme le montre l'exemple de la social-démocratie. Les militants ne peuvent pas remplacer la classe ouvrière. L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, ou elle ne sera pas. Or, le fait le plus tragique de l'époque actuelle, c'est que la crise atteint le prolétariat plus profondément que la classe capitaliste, de sorte qu'elle apparaît comme n'étant pas simplement la crise d'un régime, mais de notre société elle-même.

LES RAISONS D'ESPOIR

Ces vues seront sans doute taxées de défaitisme, même par des camarades qui cherchent à voir clair. Il est douteux cependant que nous ayons avantage à employer dans nos rangs le vocabulaire de l'Etat-major. Le terme même de découragement ne sauvait avoir de sens parmi nous. La seule question qui se pose est de savoir si nous devons ou non continuer à lutter; dans le premier cas, nous lutterons avec autant d'ardeur que si la victoire était sûre. Il n'y a aucune difficulté, une fois qu'on a décidé d'agir, à garder intacte, sur le plan de l'action, l'espérance même qu'un examen critique a montré être presque sans fondement; c'est là l'essence même du courage. Or, étant donné qu'une défaite risquerait d'anéantir, pour une période indéfinie, tout ce qui fait à nos yeux la valeur de la vie humaine, il est clair que nous devons lutter par tous les moyens qui nous semblent avoir une chance quelconque d'être efficaces. Un homme que l'on jetterait à la mer en plein océan ne devrait pas se laisser couler, malgré le peu de chances qu'il aurait de trouver le salut, mais nager jusqu'à l'épuisement. Et nous ne sommes pas véritablement sans espoir. Le seul fait que nous existons, que nous concevons et voulons autre chose que ce qui existe, constitue pour nous une raison d'espérer. La classe ouvrière contient encore, dispersés çà et là, en grande partie hors des organisations, des ouvriers d'élite, animés de cette force d'âme et d'esprit que l'on ne trouve que dans le prolétariat, prêts, le cas échéant, à se consacrer tout entiers, avec la résolution et la conscience qu'un bon ouvrier met dans son travail, à l'édification d'une société raisonnable. Dans des circonstances favorables, un mouvement spontané des masses peut les porter au premier plan de la scène de l'histoire. En attendant, l'on ne peut que les aider à se former, à réfléchir, à prendre de l'influence dans les organisations ouvrières restées encore vivantes, c'est-à-dire, pour la France, dans les syndicats, enfin à se grouper pour mener, dans la rue ou dans les entreprises, les actions qui sont encore possibles malgré l'inertie actuelle des masses. Un effort tendant à grouper tout ce qui est resté sain au cœur même des entreprises, en évitant aussi bien l'excitation des sentiments élémentaires de révolte que la cristallisation d'un appareil, ce n'est pas encore grand'chose, mais il n'y a pas autre chose. Le seul espoir du socialisme réside dans ceux qui, dès à présent, ont réalisé en eux-mêmes, autant qu'il est possible dans la société d'aujourd'hui, cette union du travail manuel et du travail intellectuel qui définit la société que nous nous proposons.

Mais, à côté de cette tâche, l'extrême faiblesse des armes dont nous disposons nous oblige à en entreprendre une autre. Si, comme ce n'est que trop possible, nous devons périr, faisons en sorte que nous ne périssions pas sans avoir existé. Les forces redoutables que nous avons à combattre s'apprêtent à nous écraser; et certes elles peuvent nous empêcher d'exister pleinement, c'est-à-dire d'imprimer au monde la marque de notre volonté. Mais il est un domaine où elles sont impuis-

santes. Elles ne peuvent nous empêcher de travailler à concevoir clairement l'objet de nos efforts, afin que, si nous ne pouvons accomplir ce que nous voulons, nous l'ayons du moins voulu, et non pas désiré aveuglément; et d'autre part notre faiblesse peut à la vérité nous empêcher de vaincre, mais non pas de comprendre la force qui nous écrase. Rien au monde ne peut nous interdire d'être lucides. Il n'y a aucune contradiction entre cette tâche d'éclaircissement théorique et les tâches que pose la lutte effective; il y a corrélation au contraire, puisqu'on ne peut agir sans savoir ce que l'on veut, et quels obstacles on a à vaincre. Néanmoins, le temps dont nous disposons étant de toutes manières limité, l'on est forcé de le répartir entre la réflexion et l'action, ou, pour parler plus modestement, la préparation à l'action. Cette répartition ne peut être déterminée par aucune règle, mais seulement par le tempérament, la tournure d'esprit, les dons naturels de chacun, les conjectures que chacun forme concernant l'avenir, le hasard des circonstances. En tous cas, le plus grand malheur pour nous serait de périr impuissants à la fois à réussir et à comprendre.

Simone WEIL.

Les derniers chiffres de la folie de destruction du capitalisme

En deux ans et demi, du 1er janvier 31 au 30 juin 33, il a été détruit au Brésil **19 millions et demi de sacs de café,** soit presque la consommation d'une année pour le monde entier (23 millions de sacs en moyenne).

C'est d'ailleurs insuffisant. Des mesures sont prises pour détruire, durant l'année qui vient, 12 millions de sacs, en une année seulement, donc plus de la moitié de la consommation.

*
* *

Aux Etats-Unis, et conformément au plan Roosevelt — qui apparaît à Jouhaux comme une chose merveilleuse ! — on a détruit, durant ces mois derniers, des plantations de coton correspondant à une récolte probable de **2 à 3 millions de balles de coton,** soit environ 20 % de toute la récolte.

*
* *

Tout ceci, sans préjudice, bien entendu, du blé qui a brûlé sous les chaudières du Canada, de celui qu'on « dénature » en France, des moutons qu'on tue et brûle en Australie, des bananes qu'on détruit en Amérique Centrale, du coton qu'on brûle en Egypte, des harengs qu'on rejette à la mer en Angleterre, etc., etc...

NOUS AVONS REÇU

RABINDRANATH TAGORE : *La religion de l'Homme* (Rieder, éditeur).

Livre caractéristique de la pensée du poète indien, pensée qui convient mal aux occidentaux brutaux que nous sommes.

Victor SERGE et RAKOVSKY acclamés au Congrès unitaire de l'Enseignement

Honneur ! trois fois honneur ! aux membres de la Ligue syndicaliste et aux Centristes de la Fédération unitaire de l'enseignement !

Ils ont brisé, ils ont rompu la consigne du silence que les agents de Staline — le Bonaparte de l'U.R.S.S. — tentent d'imposer aux révolutionnaires français.

Ce n'est pas sans appréhension que, le dimanche 6 août, la délégation soviétique s'est présentée devant le Congrès des institutrices et des instituteurs unitaires.

Venue pour aider la M.O.R. soi-disant communiste, elle a été accueillie par les cris répétés, redoublés, intensifiés de :

Victor Serge
et
Rakovsky

Cette délégation a eu le temps de préparer sa défense. Et, cependant, pas un mot de ses lamentables évasions hors du sujet n'a réussi à dissiper l'angoisse des institutrices et des instituteurs révolutionnaires. Fait significatif, fait écrasant que personne n'osera démentir : plus de la moitié de la M.O.R. n'a osé applaudir les domestiques de Staline.

Chez nous, la Guépéou de la bureaucratie stalinienne n'arrive pas à noyer le poisson. Elle a beau payer d'audace, toutes ses canailleries sont aussitôt percées à jour.

Ce fut un spectacle émouvant et réconfortant que l'accueil fait aux agents de Staline par la majorité, par l'écrasante majorité du Congrès.

Rien ne réussit à l'entamer. Elle voulait des explications, des faits. Rien ,rien, absolument rien ne lui fut fourni.

Pâle comme un mort, malgré ses privilèges de policier stalinien ,le représentant de la Guépéou ne dissipa aucune inquiétude.

En vain la M.O.R. tenta-t-elle de prostituer l' « Internationale » en la chantant. C'est par des cris indignés, scandés et multipliés que le nom de Victor Serge fut acclamé par le Congrès et que la Guépéou réactionnaire fut submergée.

Personne, absolument personne, n'osa crier : « Vive Staline ».

L'émotion tragique des congressistes a ébranlé les délégués soviétiques. Ils nous ignoraient et l'accueil que nous leur avons fait les a surpris. Ils ont parlé de désaccords à aplanir. Ce n'est pas suffisant.

Nous exigeons la libération de Serge et de Rakovsky.

Nous empoisonnerons les bourreaux avec nos protestations. Nous ne les lâcherons pas !

A.-V. JACQUET.

Nous n'avons pu recevoir à temps, pour le publier dans ce numéro, le compte-rendu du Congrès de la Fédération Unitaire de l'Enseignement par notre camarade Jacquet. Ce sera pour la quinzaine prochaine.

Parmi nos Lettres

A propos d'exclusions

Le camarade Giauffret, en réponse à la lettre de Chaton, du Cher, parue dans notre dernier numéro, sur les exclusions de trois membres de l'« Opposition syndicale révolutionnaire » par la section du Syndicat National des Instituteurs de Haute-Garonne nous écrit :

Au Congrès du S.N., notre camarade Hagnauer a déploré ces exclusons sans aborder le fond de l'affaire. J'ai entendu de part et d'autre des arguments troublants et je ne chercherai pas non plus à trancher une question à laquelle il faut conserver son caractère local. Il ne faut pas oublier que toutes les organisations syndicales connaissent des incidents de ce genre. Sans aller plus loin, la Fédération unitaire de l'Enseignement ne pâlit-elle pas depuis des années sur l'exclusion de Mayoux par le Syndicat des Bouches-du-Rhône ?

Un conflit local est une chose; la volonté arrêtée et agissante de museler une minorité en est une autre. Cette volonté, nous ne l'avons point trouvée au S.N.; ni exclusions systématiques, ni déformations tendancieuses de la pensée du voisin, ni injures, ni violences physiques ne s'y manifestent.

Si les minorités avaient trouvé au sein de la C.G.T.U. une pareille atmosphère, elles n'en seraient pas où elles en sont; la C.G.T.U., non plus.

A propos de l'invention du collier

On se rappelle peut-être l'article que nous avons consacré dans notre numéro du 10 mars aux études de Lefebvre des Noëttes sur les inventions du Moyen-Age, notamment celle du collier. Nous venons de recevoir à ce sujet de M. Lefebvre des Noëttes la lettre suivante :

J'ai lu avec un vif intérêt votre article du 10 mars 1933 dont j'ai seulement connaissance aujourd'hui, et vous prie d'agréer tous mes remerciements à son sujet.

Me permettez-vous de vous soumettre une objection au sujet des « risques » que l'homme courait à votre avis, en supprimant l'esclavage et en se portant vers le nord.

Je ne pense pas que dans l'un ou l'autre cas, l'homme ait jamais couru le moindre risque, car l'extinction de l'esclavage et le développement de la civilisation dans le nord, ont suivi pas à pas les perfectionnements techniques, et dans aucun cas ne les ont précédés.

A mon avis, la suppression du salariat ne saurait être le résultat d'une aventure, ni d'un risque à courir pas plus que ne le fut la suppression de l'esclavage. Si, peu à peu, cette réforme, désirable à mes yeux comme aux vôtres, devient réalisable, elle ne précédera pas, mais suivra, le développement des moyens techniques.

Il faut, me semble-t-il, retourner votre proposition, si l'on veut demeurer dans le domaine matérialiste, et non se perdre comme les historiens l'ont fait jusqu'ici dans les brumes de la métaphysique.

D'autre part, nous avions reçu de la camarade Roseline Leclercq une lettre sur le même sujet et exprimant le même point de vue :

Dans son analyse des études de Lefebvre des Noettes, Louzon exprimait dans sa conclusion cette idée — pour moi tout à fait neuve et que je n'ai pas comprise: « qu'une civilisation ne se développe qu'en augmentant ses risques ».

Y a-t-il un ouvrage ou un article auquel je pourrais me reporter pour m'éclairer ? Car je ne vois pas où est le risque. Quand le monde antique laisse tomber le portage pour adopter la traction animale, il ne court aucun risque nouveau puisqu'on attend précisément qu'une découverte soit faite pour adopter une nouvelle manière de s'organiser. Quand le moulin à eau, à vent remplace l'antique meule à bras, où est le risque accru ? Au contraire, me semble-t-il, le risque diminue, la machine est toujours plus sûre que l'esclave. Spartacus peut mettre Rome en péril, tandis que la machine...

De même, si la civilisation se déplace vers les « sales pays », c'est parce que les progrès de la technique permettent à l'homme de s'y installer sans courir de risques, sans y être isolés (T.S.F., aviation, commodités domestiques).

Bref, je réclame quelques indications complémentaires.

En donnant comme conclusion à l'analyse des recherches de Lefebvre des Noëttes sur les progrès techniques de l'antiquité et du moyen-âge, l'une des rares idées intéressantes qu'ait eues Bergson (en admettant qu'elle lui soit originale, ce dont je ne me porterais pas garant), à savoir : que le progrès et le risque sont deux choses qui vont de pair, je ne pensais vraiment pas devoir soulever d'objections. Mais peut-être me suis-je mal exprimé, ou trop succinctement.

Le fait capital qui résulte des études de Lefebvre des Noëttes, c'est que la civilisation antique, celle de la Grèce et de Rome, se caractérise par une absence presque totale de progrès technique, tandis que le Moyen-Age est, au contraire, l'âge des inventions.

Les inventions ne se sont donc pas produites pendant qu'existaient les conditions de vie relativement faciles de la « civilisation » antique, mais alors qu'existaient celles, beaucoup plus difficiles à tout point de vue, de la « nuit » du Moyen-Age. Le progrès technique se montre ainsi non comme le fruit de la vie facile, mais comme celui d'une vie plus difficile, une vie où l'on court plus de risques de disparaître.

Les nouvelles techniques vous permettent de vous démerder, mais il a fallu pour que vous les inventiez que vous vous trouviez dans la nécessité de vous démerder ; or pour cela, il faut d'abord avoir couru l'aventure, être sorti des conditions où l'on n'avait qu'à se laisser vivre. Pour reprendre, si mes souvenirs sont exacts, un exemple de Bergson, la plante qui assimile directement l'acide carbonique de l'air et les sels minéraux contenus dans le sol trouve sa nourriture dans les conditions les plus faciles ; l'animal qui, lui, au contraire, ne peut vivre de l'air et du sol, risque beaucoup plus de ne pas trouver sa nourriture, il est, pour l'obtenir, obligé de se créer le mouvement : progrès.

Mais bien entendu, si on se crée le risque, sans se créer presque simultanément de nouvelles techniques, le risque est sans profit, la seule conséquence en est la mort.

De même au point de vue social : qu'on ne puisse passer d'un régime social à un autre qu'en fonction des conditions techniques du moment, nous sommes en cela bien d'accord. Mais il n'empêche que le passage d'un régime social à un autre fondé sur une technique supérieure, implique un accroissement des risques. Risques qui seront surmontés, mais risques tout de même. L'animal, **grâce au perfectionnement de ses organes**, n'a finalement pas plus de chances de mourir que la plante ; il n'empêche qu'il y a plus de risques, d'une manière générale, à ne pas pouvoir se contenter d'air et de terre pour vivre. De même la civilisation « que nous pressentons » —

comme chantait Paillette — où chacun ne travaillera que lorsque cela lui fera plaisir de travailler, vivra — étant donné l'état de la technique à ce moment — avec autant de sécurité si ce n'est plus, que celle fondée sur l'esclavage, ce qui n'empêche qu'il y a, d'une manière générale, plus de risques à ce qu'un travail ne soit pas fait lorsqu'il est purement volontaire que lorsqu'il est forcé.

Quant à la question de savoir si la nouvelle technique précède le nouveau régime social, ou l'inverse, c'est un peu la question de savoir si c'est l'œuf qui a fait la poule, ou la poule qui a fait l'œuf, car le nouveau régime, conséquence de la nouvelle technique, est en même temps la condition nécessaire du développement de cette technique. Le salariat est le produit de la technique moderne, mais inversement la technique moderne n'aurait pas été possible avec une main d'œuvre de serfs ou d'esclaves.

De même qu'il n'y a pas d'œuf sans poule, et pas de poule sans œuf, il n'y a pas de progrès sans risques à surmonter, et pas de risques surmontés sans progrès.

R. L.

Au Maroc : la discorde dans le camp impérialiste Nous avons reçu d'un camarade résidant au Maroc les renseignements suivants concernant les incidents qui ont motivé récemment une demande d'interpellation contre les fonctionnaires français du Maroc, de la part du député radical-socialiste Creyssel :

Il y a deux sortes d'incidents.

I. — En mai dernier, eurent lieu les élections au Conseil de gouvernement. Le Conseil de gouvernement comprend:

Le 1er collège: délégués des Chambres de commerce;

Le 2e collège: délégués des Chambres d'agriculture;

Le 3e collège: délégués de ceux qui ne sont ni commerçants, ni colons.

Le 3e collège comprend donc surtout des fonctionnaires et des employés, les ouvriers d'usine de nationalité française étant peu nombreux. Le 3e collège a 22 délégués, dont 14 socialistes: 14 environ, car il y a un siège ou deux en contestation. A Rabat, fut élu le docteur Ladjimi, socialiste. Le soir de l'élection, la foule, qui attendait les résultats, a chanté l'Internationale. Il y a eu une manifestation de rue qui, je crois, a été dispersée par la police.

Ces incidents n'ont pas eu une énorme importance; la manifestation n'était pas préparée et il n'y a pas eu de heurt sérieux entre la foule et la police. Mais ces incidents ont été grossis par les uns et réduits par les autres.

Grossis par les commerçants, qui réclament âprement la réduction des traitements. Ils ont insisté sur l'esprit « révolutionnaire » des fonctionnaires. En somme, appel à la répression.

Réduits par les pouvoirs publics. « Il ne s'est rien passé — dit M. Lucien Saint — s'il y avait eu quelque chose, moi qui suis un grand homme, j'aurais été capable d'assurer le maintien de l'ordre ».

II. — D'autre part, le Conseil de gouvernement (qui a voix consultative) s'est réuni en novembre pour discuter le budget de 1933. Le budget marocain comprend en recettes principalement le produit de la douane (12,50 % ad valorem) et les bénéfices de l'office chérifien des phosphates qui exploite les mines domaniales. Les recettes de la douane ont diminué à cause de la crise; la vente des phosphates a baissé aussi pour la même raison. Quant à l'impôt foncier, le tertib, ou impôt sur les récoltes, il a peu rendu à cause de deux ou trois mauvaises récoltes dues à la sécheresse et aux sauterelles. (Une parenthèse sur l'impôt foncier: le droit musulman dit: la terre appartient à Dieu qui la prête aux hommes; le sultan étant le représentant de Dieu perçoit le loyer de la terre. En régime de propriété collective, propriété de la tribu, l'impôt était calculé individuellement, mais était calculé non d'après la superficie, mais d'après la valeur de la récolte. Jusqu'en 1880, les non musulmans établis au Maroc n'ont payé aucun impôt, mais le droit de propriété ne leur était pas reconnu. On considère encore que pour les terres irriguées au moyen de travaux hydrauliques, l'impôt doit être réduit de moitié, les terrains arrosés par l'industrie de l'homme devant payer moins que ceux arrosés par la pluie de « Dieu »).

En 1933 donc, le budget présentant un déficit important, le gouvernement présentait comme solution une réduction des traitements et divers impôts nouveaux. (On disait aussi: au cas où les traitements ne seraient pas réduits en France, les traitements ne seraient pas réduits au Maroc et on restituerait aux fonctionnaires ce qui leur aurait été indûment retenu, et le Conseil de gouvernement serait alors de nouveau réuni pour chercher d'autres ressources).

Il y a eu front unique à ce moment: les trois collèges ont refusé de discuter le budget. Le Résident est allé à Paris prendre les ordres pour établir un autre budget. Dans l'intervalle, la Fédération des fonctionnaires a établi un plan d'économies et le parti socialiste a établi un contre-projet de budget.

La deuxième discussion a eu lieu en février; c'est au cours de ces débats que l'accord entre les trois collèges s'est rompu. Les commerçants, qui paient peu (la patente seulement) voulaient continuer à payer le moins possible. Dès qu'on leur a donné l'assurance d'échapper à la pénitence, ils ont laissé tomber les fonctionnaires. Un délégué socialiste a lu en séance un ordre du jour de la Fédération des fonctionnaires où les fonctionnaires affirmaient leur résolution de défendre leurs traitements et de répondre à l'hostilité des commerçants français (seuls les commerçants français sont électeurs aux Chambres de commerce) par le boycottage des commerçants français. On y parlait de restreindre les achats et de créer des coopératives. C'est cet ordre du jour qui a provoqué une telle indignation.

Il faut dire que les commerçants ont ici une mentalité tout à fait particulière; ils reprochent aux fonctionnaires d'être bien payés, d'avoir des ressources fixes, d'avoir des vacances, de voyager tous les deux ans aux frais de l'Etat et surtout de dépenser de l'argent pendant leurs vacances hors du Maroc. M. Moreau, président de l'association des commerçants français, proposa la mesure suivante: au départ, les partants devraient faire poinçonner par la douane leurs objets de valeur, tels que vestons, pardessus, fourrures; au retour, ils devraient présenter le plomb intact, ou bien, convaincus d'avoir acheté leurs vêtements hors du Maroc, payer des droits de douane. Je cite ce fait, il y en a bien d'autres. Par exemple, l'escadre de la Méditerranée visite chaque année les ports du Maroc, eh bien ! s'il y a un croiseur à Safi et un torpilleur à Mogador, les bistros de Mogador s'estiment lésés. Ou bien si le même bâtiment stationne les premiers jours du mois à Casablanca, et ensuite à Mazagan, on a favorisé les commerçants de Casa, car les marins sont payés le 1er et le 15 et dépensent leur argent aussitôt...

Les colons ne participent pas à cette polémique; ils ont assez à faire à tirer du gouvernement le plus possible. Ils protestent si l'administration des Travaux publics paie ses ouvriers 7 ou 7 fr. 50 par jour, car eux doivent alors augmenter les salaires de leur personnel. Ils obtiennent facilement des prêts à faible intérêt; cette année, le gouvernement a dû leur avancer de l'argent sur la récolte qui n'est pas encore vendue: 65 fr. par quintal de blé, entreposé aux docks-silos. Pour le blé dur, ils ont obtenu l'interdiction de l'importation des pâtes alimentaires; pourtant la fabrication locale est loin de suffire à la consommation. Pour le blé tendre, il y a eu cette année un incident comique; ils demandaient une augmentation du contingent admis en France en franchise et avaient décidé une marche sur la Résidence. Le Résident, prévenu à l'avance en secret par le Président de l'assemblée

des colons, avait préparé sa réponse: « Pour vous prouver ma bonne volonté, je vais prendre le train ce soir même et aller à Paris plaider votre cause ». Effectivement, le lendemain matin, il était à Tanger, et à midi était à Algésiras. Il a été rappelé de Rabat par télégramme, le décret sur le contingentement était déjà signé : contingent maintenu à 1.800.000 quintaux.

Vers les primes à l'armement D'un camarade navigateur qui revient d'un voyage dans l'Océan Indien :

La France commence-t-elle à se rendre compte qu'elle est en crise chronique comme l'Angleterre, et même plus qu'elle pour l'instant ? Les capitalistes commencent-ils à comprendre que l'extraordinaire prospérité française de ces dernières années n'était pas due à la grâce divine et à leur éminentes « qualités françaises », mais à des circonstances fortuites dont ils n'ont pas su profiter ? Ils se sont gavés comme des parasites au lieu d'aller de l'avant. Exemple: en navigation. Ils ont raflé les bateaux allemands après la guerre et n'ont pas vu plus loin. Tant que ces cargos ont été seuls à naviguer, naturellement ils ont trouvé du fret tant qu'ils ont voulu. Dix ans après, tout est changé: la flotte allemande est reconstruite, et les flottes scandinaves, hollandaises, anglaises modernisées. Avec la crise, les cargos français, démodés, furent désarmés. Ils ne réarmeront jamais. Et avec la reprise des affaires, on voit le pourcentage de désarmement diminuer en Allemagne alors qu'il est maximum en France.

En conclusion, les armateurs français ne pensent pas, naturellement, à réagir contre leur mentalité de parasites, mais au contraire, ils l'exagèrent. Ainsi ils demandent maintenant des primes à l'armement libre, des primes au mille parcouru. Ils veulent pouvoir faire naviguer des bateaux vides avec l'assurance de remplir leurs coffres par des primes versées par les contribuables; avec la certitude que plus les voyages de ces bateaux vides seront longs et inutiles, plus les primes seront importantes.

... Comme la corde soutient le pendu

Nous avons déjà indiqué la manière tout à fait particulière dont une grande partie des « officiels » du Parti Ouvrier Belge défend Lazarevitch, militant syndicaliste, contre la justice bourgeoise.

Voici deux nouveaux faits bien significatifs :

Lorsque Lazarevitch passa en jugement devant la Cour de Liège qui devait élever de 4 à 7 mois sa peine de prison, tous les journaux de Liège donnèrent de grands compte-rendus du procès. Tous... sauf un : le journal « socialiste » de Liège, **la Wallonie.** Ni lors de la première condamnation, ni lors de la seconde, **la Wallonie** ne dit un mot : ce qui lui permit de ni approuver... **ni de désapprouver** la condamnation.

Passons à Bruxelles.

Ici la Fédération des Syndicats avait organisé pour le 7 août un meeting de protestation contre la condamnation des objecteurs de conscience, et, par la même occasion, contre celle de Lazarevitch. Mais si le nom de Lazarevitch a bien figuré sur les affiches, le **Peuple,** le quotidien socialiste de Bruxelles, a omis systématiquement son nom dans l'annonce du meeting. Et cela, alors que des 3 condamnés pour lesquels le meeting avait lieu, Lazarevitch était le seul... à être encore en prison.

Le syndicalisme révolutionnaire reste bien toujours, pour ces Messieurs comme pour les bourgeois, l'ennemi principal.

La correspondance de Victor Serge

(Suite) (1)

Après le désastre bulgare

Parmi les nombreux moyens de nuire à Victor-Serge qu'emploient les représentants officiels et officieux de l'U.R.S.S. et les gens qui prennent le mot d'ordre chez eux, il en est un, particulièrement perfide, qu'il importe de signaler et de déjouer sans retard: c'est celui qui consiste à tenter d'opposer la conduite de deux hommes qui sont tous deux des esprits critiques et lucides, écartés par le P. C. comme tous les esprits de ce genre: Christian Rakovsky et Victor Serge. Tandis que Rakovsky aurait une attitude digne et réservée et ne se plaindrait pas de sa situation dans ses lettres à ses amis, Victor Serge se serait toujours lamenté sans raison valable et aurait rempli de plaintes injustifiées les lettres qu'il envoyait à l'étranger. On cherche à faire croire que ses critiques au régime russe actuel ne seraient que le produit d'un mécontentement personnel, expression d'un caractère mal fait.

Pour déjouer cette manœuvre, il nous suffira de reproduire un fragment d'une lettre écrite par lui quand il était encore à Vienne, occupé à la rédaction de la *Correspondance Internationale* publiée par le P. C. et qu'il n'avait par conséquent pas à souffrir des difficultés économiques de la Russie. On verra par là avec quelle attention, quel souci de découvrir la vérité, quelle conscience révolutionnaire, il suivait les événements de l'Internationale et particulièrement l'involution graduelle du P.C. russe, envahi par la bureaucratie. En France, où l'on a toujours caché, d'une façon ou d'une autre, la vérité sur les événements de Russie, ces pages apparaîtront comme un document révélateur.

23 *juin* 1925.

... Nous avons tous fait depuis deux ans, dans le mouvement communiste, des expériences bien amères. Il y a sur la crise Trotsky un livre épouvantable de Max Eastman: Since Lenin is died (2) *— épouvantable d'être simple et vrai, d'une vérité nue que nous connaissons tous. Ce livre et l'effrayant désastre bulgare, voilà peut-être les deux choses les plus tragiques du mouvement ouvrier contemporain. En Bulgarie, la révolution et le parti sont perdus trois fois par des chefs incapables et la bureaucratie sans qu'une voix s'élève pour demander qu'on recherche les responsabilités du drame, les bonzes étant sacrés ! Le silence fait sur ce désastre est un autre désastre... Il reste ce grand fait social, qu'un outil nouveau a été forgé entre les mains des ouvriers pour la révolution nécessaire, le* parti, *être collectif, armée nouvelle en marche, pensante, volontaire, savante. Rien ne se bâtit dans l'histoire d'une seule fois. Si même nous assistions à un retour décidé du nouveau parti — le nôtre — aux errements des vieux partis, au passé, la* théorie *du nouveau parti n'en demeurerait pas moins absolument vraie; et, à moins de sombrer dans une renaissance-décadente de la bourgeoisie, il faudrait que tôt ou tard le prolétariat y revînt, de même qu'on est revenu à Marx par Lénine, après la IIe Internationale et la guerre, de même que Lénine est revenu à la Commune de Paris, parce qu'elle avait*

(1) Voir notre numéro 156.

(2) Publié aussi en français sous le titre: *Depuis la mort de Lénine*, Paris, librairie Gallimard, 1925.

énoncé elle aussi une vérité historique nouvelle et nécessaire.

Nos douloureuses crises présentes ne justifient à mon sens aucun pessimisme philosophique bien qu'elles ne justifient que trop un certain pessimisme individuel: le rythme de nos existences est d'une amplitude infiniment moindre que celui de l'histoire et nous pouvons très bien être une génération entière de sacrifiés. Le mouvement communiste moderne est né de l'humanité saignée, épuisée, appauvrie d'intelligence et de valeurs morales d'après-guerre. Pouvait-il être bien sain ? Il pouvait être et je persiste à croire qu'il est ce qu'il y a de plus sain, mais c'est peu dire ! En outre, il y a le drame de l'immense inertie social-démocrate et l'isolement des Russes. Je prévois depuis 1919 l'usure évidente des Russes, de moins en moins en mesure d'encadrer à la fois, avec leurs minces effectifs de révolutionnaires vrais, la vaste Union soviétique et le mouvement ouvrier mondial où ils sont si seuls. Les Russes s usent et les autres tardent à se former. De là l'âpreté des Russes à se cramponner au pouvoir, leur jalousie de le garder — légitime puisqu'ils se sentent les seuls révolutionnaires — et ce qui en résulte: la bureaucratisation du mouvement russe et international. Scrutez ces chiffres: 500.000 communistes dans un pays de 120 millions d'habitants. Et sur ces 500.000, au grand maximum 30.000 vieux offrant des garanties de solidité intérieure et de conscience doctrinale ! — 30.000 dont il meurt chaque année un ou deux milliers d'épuisés... J'ai vu en communisme de guerre que la bureaucratie résulte de la disette: de la disette d'hommes comme de l'autre. Le pire, c'est qu'à son tour elle engendre la disette, surtout la disette d'hommes, par une constante sélection à rebours.

Ainsi que faire ? Je ne vois qu'une chose à faire: ne pas jeter le manche après la cognée, ne pas s'aigrir. L'heure est venue de remonter tranquillement, aussi difficile que ce soit, le courant. En somme, c'est notre temps d'épreuves (à nous qui sommes encore jeunes), notre « Sibérie », notre « émigration ». Il faut tenir en travaillant, se former, s'endurcir, apprendre, afin d'être un jour de la relève qui viendra, peut-être au lendemain de quelque crise effroyable, peut-être après bien des luttes confuses — mais qui viendra sûrement, puisqu'elle est nécessaire. Cela sous-entend une non-acceptation obstinée, inébranlable, de certaines mœurs; et aussi une discipline sans défaillance, car on est pris entre deux ennemis, celui qui est en nous et l'extérieur; et toute maladresse dans la lutte contre l'ennemi intérieur sert prodigieusement l'autre.

Au début des persécutions

Les lettres de Victor Serge du 21 mars 1926 et du Jer janvier 1928, publiées dans notre numéro 156 marquent les étapes de la transformation du P.C. russe envahi par les profiteurs de la Révolution qui en ont adopté les formules sans s'en assimiler l'esprit; ces ouvriers de la treizième heure, arrivés quand la lutte était finie, font maintenant la loi et excommunient, au nom de la Révolution qu'ils prétendent représenter, les vrais révolutionnaires. Pour ceux-ci, exclus du parti et désormais sans défense, les vexations et les persécutions commencent : peu de temps après son exclusion, Victor Serge est arrêté (23 avril 1928) et il passe 36 jours en prison. Il en eût sans doute passé beaucoup plus, si son arrestation n'avait pas provoqué ici des protestations. Dans une lettre du 9 juillet 1928, Serge parlait de sa captivité en ces termes:

Ma « retraite » n'eut aucune raison matérielle; seules mes opinions étaient en question. Je fus du reste intransigeant et, je vous l'avoue, content de l'être, content de me sentir disposé sans effort aux plus lointains périples pour la haute satisfaction d'avoir raison et de continuer à servir.

Ayant raté le coup direct contre Victor-Serge, on va chercher à lui rendre la vie impossible, notamment en le délogeant des chambres qu'il occupe dans un immeuble de Léningrad avec ses beaux-parents et leurs enfants. Toujours lucide et préoccupé du bien commun, il voit avant tout la signification sociale de ce qui lui arrive. Il écrit le 2 mars 1929:

Je vous ai conté les misères parmi lesquelles nous nous débattons, sans vous dissimuler qu'elles sont très dangereuses. Le plus curieux, c'est que presque tous ceux que l'on rencontre ou connaît sont aux prises dans le cercle étroit de leur existence avec des luttes analogues (à cela près que je suis lourdement handicapé par des conditions qui font de moi un phénomène, un mohican). Les journaux sont pleins d'histoires de ce genre. Après discordes dans les logements où l'on se déchire pour un coin de cuisine, épurations sur épurations, erreurs sur erreurs, sapes et contre-sapes. C'est un immense fait social que nous observons à l'échelle moléculaire. Je me souviens d'avoir lu autrefois dans l'Origine des Espèces *les effets de la sélection naturelle en temps de disette. Depuis deux ans, les conditions générales de la vie n'ont fait que s'aggraver, les produits d'utilité générale manquent et le chômage est grand. La crise des logements, dans les villes, est de plus en plus âpre. Dans ces conditions, chaque personne nantie d'un pardessus, d'une chambre ou d'un emploi se trouve environnée de gens qui voudraient lui prendre le pardessus, la chambre ou l'emploi, soit parce qu'ils n'en ont pas eux-mêmes, soit parce que ce qu'ils ont s'use et va faire défaut, soit parce que c'est là une « richesse » qui peut devenir un objet de spéculation. Mon beau-père possède deux très belles chambres d'un ex-appartement de grand bourgeois, et un médiocre réduit. Sept personnes vivent là. Mais d'autres, dans le même logement, sont beaucoup moins bien logés, aigris, exaspérés dans leur sentiment primitif de « membres du parti » de voir des « sans-parti » un peu mieux logés qu'eux !*

Ailleurs le même drame se renouvelle sous formes infiniment multiples. X a un emploi, Z le convoite. Suspicions, délation, etc. Le plus simple est de fouiller le passé de X. Si, par hasard, il a appartenu, il y a quinze ans, à une administration ou au commerce, etc., son compte est bon. Règle générale: « Ote-toi de là que je m'y mette ». Cause: la disette. Pour des raisons analogues, depuis que j'ai perdu ma carte du parti, je suis l'objet de la malveillance systématique de gens qui voudraient me dévorer, histoire, en définitive, de me prendre mes deux chambres et, si possible, mon complet propre. Cette phagocytose qui opère trop souvent exactement à rebours, contraste avec l'attitude des dirigeants de la vie sociale, qui ne la veulent point ou la veulent autre, tentent de la diriger — c'est-à-dire d'en faire une arme dans la lutte de classes — mais sont pratiquement débordés et captifs de circonstances plus fortes que les meilleures volontés individuelles.

(A Suivre).

LE SYNDICALISME CONSTRUCTIF

Vues sur une école rurale prolétarienne

(Suite)

La situation de l'école, en régime capitaliste, telle que nous l'avons décrite dans la première partie de notre exposé (1) a été vue, et bien vue, par les syndicalistes dès l'origine de notre mouvement. Deux courants très nets, celui des adjoints à la ville, celui des maîtres isolés à la campagne, ont contribué à l'élaboration de la doctrine, de la philosophie syndicalistes. Le courant rural, si j'avais à le définir je dirais que c'est surtout un courant de pensée, créé par des *chercheurs*, réfléchissant aux conditions dans lesquelles s'exerce leur métier. Le courant urbain, lui, est surtout orienté vers l'action; il est l'œuvre de *militants*, pressés de faire sentir leur force à ceux qui les oppriment.

J'ai employé l'adverbe *surtout* pour bien marquer qu'à l'occasion les chercheurs savent qu'ils doivent passer à l'action et les militants penser leur action. Mais de chaque côté la tendance est bien nette. Et pour mieux me faire comprendre, je me permettrai d'évoquer ici la belle figure de mon ami Tortillet, de l'Ain, qui passa toute son admirable vie si modeste, à la campagne. Tortillet ne répugnait pas à l'action. Il était de tous les mouvements progressifs ruraux: coopération et mutualité agricoles. Il me disait vivre doublement quand il se trouvait à Bourg ou à Saint-Claude, au milieu des ouvriers syndiqués. Mais sa vocation, une fois tous les siens endormis, c'était de se trouver seul avec lui-même, de voir quelles forces politiques et sociales pesaient sur l'école et gênaient son action. Elle était de se dicter des cahiers de réflexions, de correspondre avec des amis qui, dans leur coin, faisaient un travail analogue; elle était de mettre en ordre, de coucher par écrit ses observations quotidiennes. D'où ces très belles monographies : Ceyzériat, village de l'Ain; Fareins; la Dombe; Bourg, ville de moyen commerce et de moyenne industrie.

La naissance du syndicalisme

C'est peu de temps après l'affaire Dreyfus que le courant rural commença à faire sentir son influence.

Si l'on veut savoir ce que l'affaire Dreyfus a été pour les bourgeois sincères, il faut lire *l'apologie pour notre passé* de Daniel Halévy. C'est l'œuvre d'un grand bourgeois libéral en qui se prolonge l'influence de Taine, de Renan et aussi celle de Sainte-Beuve, tombant à gauche et défendant Proudhon. C'est un témoignage très différent du nôtre.

Pour nous, hommes du rang, hommes du peuple, l'affaire Dreyfus avait été une révolte courageuse, obstinée contre la raison d'Etat — sans toujours bien voir alors que l'Etat c'est le serviteur d'une classe dirigeante, dominante, et l'expression de ses besoins.

Très vite, les radicaux prenant le pouvoir, nous nous aperçûmes que la raison d'Etat subsistait et que notre Saint-Père l'Etat (comme nous disions entre nous) ne nous opprimait pas moins, à l'école, que les représentants, en noir, de notre Saint-Père le Pape.

Et quand on s'aperçoit de ces choses; et quand on y réfléchit le soir, longuement, lorsque, autour de soi, règne le grand silence de la nuit, eh bien: on ne s'arrête plus. On va loin, très loin, comme vous allez voir. On met tout en cause: les politiciens, les chefs et même l'enseignement que l'on donne dans la journée.

En ces temps lointains (des anciens s'en souviennent peut-être), les instituteurs avancés lisaient une revue qui leur faisait le plus grand bien. Fondées par un officier d'artillerie démissionnaire, les *Pages Libres* travaillaient en profondeur, écartant leurs abonnés de la démocratie vulgaire, banale. Les *Pages Libres* dissipaient chez nous beaucoup d'illusions. En 1903, à propos de nos programmes scolaires, œuvre, je vous l'ai dit, de Gréard, haut fonctionnaire de l'Empire, les *Pages Libres* posèrent pour la première fois la question d'un enseignement rural progressif.

Charles Guieysse commença par publier quelques pages admirables de Proudhon sur *la Capacité politique réelle* que, tous, nous devrions connaître par cœur. Pour qu'il y ait capacité politique réelle du prolétariat, il faut que ce dernier ait perdu le respect de la classe dominante. « Or — disait Proudhon — l'instinct de déférence est encore puissant chez la classe laborieuse; ...ceux qui jadis étaient ses maîtres, qui ont conservé sur elle le privilège des professions appelées *libérales*, auxquelles il serait temps d'ôter ce nom, lui semblent toujours avoir trente centimètres de plus que les autres hommes ». Quand le travailleur en somme devient-il conscient et politiquement capable ? Les votes par millions sont à la capacité politique réelle ce que des charretées de livrets matricules sont aux opérations militaires. D'ailleurs, quand on en a assez des suffrages plébéiens, si inconscients soient-ils, on fait surgir un Hitler ou un Mussolini.

C'est pourquoi, pesant ses mots, Proudhon écrivait les lignes suivantes qui marquent bien la scission que nous devons faire avec la bourgeoisie. Ecoutez-les et faites-en l'application aux paysans:

Pour qu'il y ait dans un sujet, individu, CORPORATION *ou collectivité, capacité politique, trois conditions fondamentales sont requises:*

1° *Que le sujet* ait conscience *de lui-même, de sa dignité, de sa valeur, de la place qu'il occupe dans la société, du rôle qu'il remplit, des fonctions auxquelles il a droit de prétendre, des intérêts qu'il représente ou personnifie;*

2° *Comme résultat de cette conscience de lui-même dans toutes ses puissances, que ledit sujet affirme son idée, c'est-à-dire qu'il sache se représenter par l'entendement, traduire par la parole, expliquer par la raison dans son principe et ses conséquences, la loi de son être;*

3° *Que de cette idée, enfin, posée comme profession de foi, il puisse, selon le besoin et la diversité des circonstances, déduire des conclusions pratiques.*

Proudhon observait que les deux premières conditions étaient déjà réalisées mais pas la troisième, puisque les travailleurs, écartant les candidatures ouvrières,avaient

(1) Voir la *R. P.* du 25 juillet.

voté pour les démocrates assermentés, les Jules Favre, les Emile Ollivier et les Pelletan qui accusaient les Soixante d'exciter à la haine des citoyens les uns contre les autres.

Mais considérons les paysans. Charles Guieysse déclarait que *dans l'ensemble* aucune des trois conditions n'était réalisée par eux. Trente ans plus tard, *dans l'ensemble,* la même réponse s'impose. Le paysan voit la vie économique, non par ses yeux à lui, mais d'après les enseignements d'une bourgeoisie fasciste enragée. Il a des apparences *d'idées,* qui lui sont fournies par la même bourgeoisie. Enfin, il se livre à des *actes* démagogiques, sans valeur *pratique.*

Ne serait-ce point, je vous le demande, qu'il faut prendre le contre-pied de l'enseignement actuel pour arriver à un meilleur résultat, rejeter l'idéologie bourgeoise et les balivernes sur la culture dont trop des nôtres sont encore entichés ?

Guieysse le pensait. Tout comme Georges Sorel, il avait passé par les écoles dites de haut enseignement et il en avait connu la vanité.

Aussi écrivait-il dans ses trois lettres à un instituteur rural qui veut être socialiste:

Je crois que l'enseignement donné dans les écoles normales et l'influence ultérieure des inspecteurs, n'ont pas pour but de faire des instituteurs des hommes supérieurs dans leur milieu d'origine, mais bien des hommes extérieurs à leur milieu d'origine, détachés de lui...

Il faut, je crois, de la part des instituteurs et institutrices un très vigoureux effort intellectuel pour rentrer dans la vie ouvrière ou paysanne d'où l'école normale les a arrachés.

Ces lignes, chers camarades et amis, ont trente ans d'âge et pourtant on les croirait d'hier. Dieu me garde de manquer à l'esprit fraternel qui doit nous animer tous. Mais n'est-il pas vrai que les institutrices et les instituteurs du Syndicat national connaissent mal les réalités ouvrières et paysannes ? J'ai entendu une de mes cousines me dire de sa belle-sœur: « *Elle est vulgaire: ce n'est qu'une fille d'ouvriers* ». Même à la Fédération de l'Enseignement où la conscience de classe est plus grande, on est trop porteur d'idées et pas assez observateur des faits sociaux. Et que dirai-je alors de cette immense armée de jeunes filles et de jeunes femmes que ronge l'ennui et qui n'ont qu'une idée: fuir les lieux sans horizon ouvert où le hasard d'une nomination les a envoyées pour enseigner ? Cette immense armée, syndiquée ou indifférente au syndicalisme, n'est-elle pas entièrement extérieure au milieu paysan ? Pour moi, quelque chagrin que me donne une réponse affirmative, je suis obligé de répondre: oui.

Si maintenant nous passons aux programmes en tant que tels, voici ce que nous apprenait Charles Guieysse:

Je me range encore une fois aux conceptions de Proudhon qui dit quelque part que la vraie philosophie tient entière dans un métier BIEN COMPRIS. *Je prétends que l'objet de l'enseignement des fils de paysans et d'ouvriers, c'est de leur développer l'esprit jusqu'à remplir entièrement le cadre de leur vie. Il faut que l'ouvrier ait pleine et puissante intelligence de sa vie à lui, et non pas quelques aperçus sur la vie spirituelle d'un haut dignitaire de l'Etat. Il faut que le paysan ait pleine et puissante intelligence de sa vie à lui, et non pas quelques connaissances superficielles de la culture classique de ceux qui sont ses maîtres... L'enseignement primaire ne doit pas avoir pour but d'appliquer une première couche de toute la science sur tous les esprits, mais de donner à chacun des connaissances entières dans les limites que le travail fixe à sa vie.*

Continuons à citer, tant tous les mots de Guieysse portent, aujourd'hui encore:

Au point de vue socialiste, monsieur l'instituteur rural, votre rôle me paraît tenir tout entier dans cette formule: aider les paysans qui vous entourent à prendre conscience de leur situation sociale. C'est ainsi seulement qu'ils s'émanciperont, qu'ils se libèreront de toutes les tutelles qui pèsent sur eux, et non point en leur prêchant toutes les inventions des journalistes et des docteurs politiques...

Donner conscience aux paysans de leur situation sociale, afin qu'eux-mêmes s'efforcent de la changer, cela ne consiste pas à leur parler de l'agriculture en général et à recommander l'emploi des engrais chimiques, des machines agricoles et la formation des syndicats. Cela consiste plutôt à leur faire comprendre le mécanisme de la production agricole auquel ils se soumettent par simple tradition, à leur faire examiner et critiquer tous les actes journaliers qu'ils accomplissent par habitude. Ce qu'un homme a peut-être le plus de peine à connaître intelligemment, c'est sa propre vie, tellement elle est faite de tradition et de routine, d'actes inconscients. Pour vaincre la tradition et la routine, le meilleur procédé pratique n'est pas de répandre des idées et des connaissances extérieures et lointaines, mais de faire raisonner la tradition par ceux qui s'y conforment, la routine par ceux qui la suivent...

Votre rôle, comme fonctionnaire gouvernemental, consiste à avoir des idées pour les paysans qui vous entourent. Votre rôle, comme instituteur, — et vraiment dois-je ajouter socialiste ? — consiste à les amener à avoir des idées.

Une expérience personnelle

Illustrons d'exemples, pris sur le vif, les longues citations que nous venons de faire.

Me voici en Beaujolais, où domine la culture de la région. Je trouve à Villefranche tout ce qui concerne le vin, y compris la littérature — une littérature idiote et coûteuse — à la gloire du vin. C'est cette littérature sur beau papier, avec dessins assortis et belles phrases vides que mes chefs me conseilleraient sans doute de faire pénétrer dans ma classe, au titre de glorification du travail de la terre. Je dis qu'elle est sans rapport avec notre rôle et seulement capable de fausser l'esprit de nos élèves.

Pour ma part, j'ai commencé par étudier le milieu qui m'entourait et, au bout de 4 ans, j'ai publié le résultat de mes recherches dans la *Révolution prolétarienne.* Ce travail m'a énormément servi, en classe, pour faire raisonner mes écoliers et leur faire comprendre l'évolution de la commune. La vente aux enchères d'un domaine nous fait voir comment se répartissent les vignerons de la commune: métayers,domestiques à grands gages (création d'après-guerre), petits propriétaires, propriétaires aisés, châtelains qui peu à peu se ruinent. C'est des faits que se dégage la condamnation du métayage.

En hygiène, le samedi, je ne parle pas de l'hygiène en général, avec des prescriptions générales partout valables et pour tous les cas. A l'aide de livres des docteurs Régnard et Portier, je traite de l'hygiène à la ferme, en faisant parler mes élèves de ce qu'ils voient à Blacé même. Un écrivain réactionnaire caladois, M. Baloffet, décrivit avec complaisance la cuisine du vigneron beaujolais avec ses vieilles poutres noires. Nous voyons, nous, le taudis, l'étroit logis, le nid à tuberculose, construit par un propriétaire rapace qui a mesuré à son métayer l'air et la lumière, comme il lui a mesuré les moyens de subsistance. La mort d'une métayère nous permettra de faire le procès du vignero-

nage et de répondre aux bonnes âmes vantant la charité du Monsieur très chrétien qui a payé les robes de deuil des enfants de la morte: « Il aurait mieux fait de donner à son métayer un logement convenable, car les enfants auront le sort de leur mère ». Ce sont des exemples locaux qui nous permettent de nous élever à des idées plus générales, de voir à l'aide de cartes que dans une ville ce sont les quartiers ouvriers qui sont les pourvoyeurs de la tuberculose. Nous montrerons que préventorium, sanatorium, ne valent pour ainsi dire rien devant la lèpre du salariat qui fait de la tuberculose un mal social, créé par les lamentables conditions de vie des travailleurs. Vous voyez, camarades, que même dans le cadre du régime capitaliste vous pouvez faire œuvre révolutionnaire, auprès des parents et des élèves.

Quelques mots encore sur cette manière d'enseigner. Le camion de la coopérative nous permettra de traiter de la production et de l'échange des produits. La mévente du vin nous permettra d'établir qu'il n'y a ni surproduction ni sous-consommation (quel ouvrier n'aimerait boire son bon pot de beaujolais chaque jour) mais manque de moyens de paiement produit par le capitalisme lui-même.

Pour nous qui unissons dans notre pensée le syndicalisme et le socialisme (je garde à dessein ce vieux mot que Lénine et Trotsky ont employé et qui a dans ma bouche le même sens que communisme), il est clair que l'école rurale ne peut être qu'une école du travail, étroitement rattachée à la production.

C'est ce que nous demandions il y a trente ans, c'est ce que nous demandons aujourd'hui — nous opposant à toute hiérarchie des fonctions. Il n'y a pas pour nous (comme le voudraient les intellectuels démocrates qui visent à être nos nouveaux maîtres) des plans différents de savoir justifiant des plans différents de rémunération. Il y a pour nous des fonctions diverses, mais égales et devant être également payées. Nous disons avec Proudhon que le service balance le service et que partout l'heure de travail équivaut à l'heure de travail.

Nous disions et nous disons toujours que toute occupation qui n'est pas utilement rattachée à la production n'a aucun droit à paiement. Nous disions et nous disons toujours que l'humanité est pauvre et n'a *dans son ensemble* que tout juste de quoi suffire à ses besoins essentiels. Il est des pays où la famine est endémique. On fait grand état du café que l'on jette à la mer, du blé que l'on brûle dans les machines, du vin qui remplit les caves, des chaussures qui garnissent les rayons des magasins. Mais la réalité est que vous n'avez pas de quoi donner un complet à tous les hommes et que la terre ne produit pas encore assez de denrées pour apaiser leur faim. Dans une économie ayant pour base le profit, on voit des gens en haillons et des magasins qui regorgent de produits. Mais dans une économie ayant pour fin la satisfaction des besoins, un travail soutenu ne nous donnera qu'une décente pauvreté. Tous les parasitismes supprimés, nous aurons à fournir de grands efforts pour nourrir, vêtir, loger les humains qui peuplent la terre. Nous avons du pétrole pour 30 ans, du fer pour 100 ans. Toutes nos ressources naturelles sont limitées.

Nous ne pouvons donc concevoir l'école rurale que soudée à la production.

Une école rurale du travail doit être autre que celle qu'il nous est donné d'observer.

A Saint-Igny-de-Vers, aidé par mon « adjoint », M. Brayet, qui était secrétaire de mairie, nous avions une école qui répondait à peu près à notre commun idéal. Nous avions à l'école: pluviomètre, baromètre, thermomètre sec, thermomètre humide. Appliquant la méthode des graphiques de Jacques des Gachons, j'établissais, pour la localité, une prévision météorologique presque toujours si exacte que les parents, au temps des foins, me faisaient demander cette prévision. Nos jardins touchaient l'école, de sorte qu'à tout instant, au moment favorable, nous allions nous y instruire. Je puis me vanter d'avoir fait connaître de nouvelles sortes de pommes de terre, de nouvelles variétés de haricots, d'avoir montré qu'à plus de 500 mètres d'altitude on peut cultiver en pleine terre des plantes délicates comme la tomate, que le maïs à grains peut parfaitement y réussir, etc...

Pourtant il nous manquait bien des choses. J'aurais voulu un jardin plus grand pour y faire de plus nombreuses expériences, pour installer un poulailler modèle. Mais vous voyez dans quelle ligne doit se développer notre enseignement.

J'ai quitté Saint-Igny-de-Vers depuis huit ans et nous avons été remplacés, M. Brayet et moi, par un père et son fils qui sont des *jaunes*, tout ce qu'il y a de plus bouton d'or. Ils ne sont même pas syndiqués, et le jeune garçon n'a pu passer par l'école normale. Tout ce que nous avions entrepris est aujourd'hui abandonné et, comme de juste, la boutonnière du *jaune* s'orne de palmes violettes. Il y a une leçon dans ces faits et la voici: c'est que le syndicalisme est progressif et que nous pouvons regarder en souriant ceux qui vont déclarant que notre attitude révolutionnaire nous éloigne de notre classe. C'est nous, et peut-être nous seuls, qui sommes des éducateurs aussi complets que possible.

Tout ce que je viens de vous exposer exige une école bien outillée, dotée de crédits normaux par la commune, le département et l'Etat dans le régime actuel, par les collectivités ouvrières et paysannes en régime socialiste. Nouvelles écoles en pleins champs, avec beau jardin, terrains d'expérience, poulailler, clapier, etc..., voilà ce que nous devons exiger.

Notre devoir

Si maintenant j'avais à résumer ce que je viens de vous dire sur l'instituteur rural, je crois que je ne parlerais pas mal en disant qu'il doit être au village, une manière de Bénassis, le bienfaiteur à la vie ignorée dont Balzac nous a fait le portrait dans son *Médecin de campagne*. Daniel Halévy, dans ses *Visites aux paysans du centre*, a comparé l'un des nôtres à Bénassis. Et c'est ma foi fort bien vu. Balzac est un conservateur et, pourtant, il est si impartial que toutes ses sympathies vont aux révolutionnaires — voyez le commandant Hulot dans *les Chouans*. Bénassis se dit, se croit monarchiste et chrétien, mais son action est matérialiste et révolutionnaire. Ce n'est point par des prêches moraux ou religieux qu'il transforme le petit village dauphinois où il s'est retiré pour oublier ses grandes douleurs, c'est par l'action, par le changement des conditions de vie de ses concitoyens.

A l'heure actuelle, les institutrices et les instituteurs

se sont dégagés de l'influence de leurs chefs et des politiciens. C'est beaucoup, ce n'est pas assez. Il faut faire œuvre positive, être des Bénassis.

Me voici presque au terme de mon travail. Il me reste à vous faire voir que nos vues ne sont pas compatibles avec l'existence du régime capitaliste et à répondre aux bons bourgeois nous disant qu'une culture prolétarienne a quelque chose d'inhumain et qu'elle néglige l'homme éternel qu'ont en vue les auteurs grecs et latins.

Sur le premier point, les faits parlent. Tant qu'elle croyait avoir l'avenir pour elle, tant qu'elle découvrait de nouvelles couches de producteurs indépendants venant acheter ses marchandises, la bourgeoisie consacrait à ses services d'instruction des sommes presque convenables. En France, où elle a un long passé d'avarice et de lésinerie, elle ne « *les lâchait* » qu'en faisant la grimace. Nos bons républicains, nos hommes de *gauche*, préféraient nous envoyer dans le portrait quelques phrases démocratiques bien senties que dénouer les cordons de la bourse.

Aujourd'hui, ces temps heureux sont révolus. Il faut, de toute nécessité, dans la lutte pour les débouchés, comprimer les frais généraux. La bourgeoisie, jadis libérale et voltairienne, se tourne du côté des frères ignorantins. Elle ferme des écoles. Les municipalités, les départements se refusent aux dépenses nécessaires. Marin demande qu'il y ait au moins 40 élèves par classe. On refuse de prolonger la scolarité, chose d'exécution facile.

Ces tendances, camarades, nous tracent notre devoir. En liaison avec la classe ouvrière et ceux des paysans qui ont à rompre des chaînes, nous avons à nous émanciper et à sauver notre école. Et la sauver, ce n'est pas tendre le dos à l'orage en se disant qu'il passera; ce n'est pas se faire tout petits, tout petits, avec l'espoir que nous serons oubliés. C'est tenir tête à l'orage, c'est marcher de l'avant, c'est affirmer nos droits sur l'école, sur l'école normale, sur le service tout entier qui, sous le contrôle des producteurs, doit devenir nôtre tout entier. C'est aussi développer le syndicalisme de façon à éviter le désespoir des isolés. Il faut que chaque exécutant se sente lié à ses collègues par le lien d'une solidarité indestructible.

Eh bien, camarades, n'est-ce point nous qui songeons à l'humain, en nous fondant à la classe qui a une cité à construire au travers de passions, de luttes, de douleurs et aussi de joies incessantes ? Les travailleurs, plus que le bourgeois rapace ou l'intellectuel peureux qui se confine dans sa bibliothèque, ont les traits de l'homme véritable. Et c'est pourquoi, déjà, on peut vivre sur un fonds prolétarien. Il y a longtemps que j'ai remplacé, pour faire oraison, les livres de Pécaut par la correspondance de Proudhon.

Enfin, rabrouons avec vigueur les moralistes qui osent nous montrer des travailleurs dégradés, avilis, tombés dans le *lumpen proletariat*. Disons à ces beaux messieurs qui font les délicats: « C'est vous, misérables, qui par votre régime affreux les avez conduits où ils sont ! »

N'oublions pas non plus qu'envers et contre tout il faut édifier au centre du village l'école de la science, l'école de l'esprit ouvert, faisant la soudure entre prolétaires conscients et paysans éclairés.

A.-V. JACQUET.

FAITS & DOCUMENTS

L'armée belge et les grèves du Borinage

On se rappelle la grande grève des mineurs belges de l'an dernier, et peut-être aussi que nous avions insisté à l'époque sur le fait que l'armée belge, à ce moment, n'était pas « sûre ». Un témoignage, écrit avec le recul du temps, vient d'en être donné dans un article de la revue belge **la Terre Wallonne** signé du nom de Marc le Passant, un officier paraît-il. Voici un extrait de cet article :

Je citais, en débutant, notre anxiété sur l'efficacité de la défense de l'ordre par l'armée. Apportons encore quelques faits. Les voleurs de charbon — j'en ai eu la preuve plus d'une fois — n'étaient pas inquiétés par les soldats en faction et cela, malgré les consignes les plus sévères. C'est regrettable, direz-vous ? Peut-être, mais ne demandez pas à des ouvriers habillés en soldats, parce que telle est la loi de jouer aux gendarmes contre leurs anciens frères de travail !

La discrétion d'autre part était de rigueur. L'importance des effectifs, leurs consignes, leurs déplacements, tout cela devait être ignoré de « l'ennemi ». Quel naïf pourrait s'étonner de ce que tout cela fût parfaitement connu, des jeunesses communistes, par exemple ? Un général visitant et inspectant un poste a surpris plus d'une fois des soldats de faction conversant avec des grévistes. Les punir ? On ne pouvait tout de même pas envoyer tous les soldats au cachot !

Tout cela s'explique fort bien. L'armée se compose avant tout d'enfants du peuple. Quelle que soit la barrière que la loi ou la discipline militaire mettent entre eux, soldats et ouvriers, parce que peuple, se reconnaissent... Les Borains — les gens les plus cordiaux et les plus sympathiques aussi — étaient nombreux dans tel ou tel régiment envoyés dans le Borinage et les régions voisines. Que de difficultés n'y a-t-il pas eu pour conduire et pour maintenir telle et telle troupe fatiguée de monter de garde ! Cela aurait-il pu durer longtemps encore ? Que serait-il arrivé si l'on avait « trop » exigé d'elles ?

Voilà des choses qui ne risquent pas d'arriver avec la garde mobile de M. Renaudel !

La guerre immonde : 20.000 contre 700

D'un reportage de J. Alboucherie dans **Paris-Soir,** sur la progression de « nos » troupes, dans le Djebel Sadou :

...Venant de la base de Boumalem, deux appareils de reconnaissances s'engagent au-dessus du Badou. Ils explorent les pentes qui pour nos observateurs terrestres, sont à angle mort. Ils s'engagent au-dessus des défilés.

Sept heures quarante : Attention ! communiquent-ils à l'artillerie par téléphonie sans fil. Là-bas, un groupe de dissidents marche sur nos lignes. Quelques ordres par téléphone. Un commandement : les canons entrent en action, établissant un barrage concerté.

Les Chleus se terrent dans des abris naturels offerts par les ravins, et tandis que les puissants Potez fouillent sans répit tous les recoins du Badou, tandis que les canons de montagne, les mortiers envoient par périodes régulières des tonnes de mitraille, que téléphones, postes mobiles transmettent messages sur messages, nous essayons d'imaginer à quoi peuvent penser ces assiégés.

SEPT CENTS CONTRE VINGT MILLE

D'où ils sont, rien ne leur échappe. A bien des kilomètres au loin de leurs trous, ils voient ce défilé incessant de troupes, de convois de ravitaillement, de camions, de batteries d'artil-

lerie. L'eau manque à leurs familles et à leurs troupeaux, toute évasion est impossible. La nuit, par milliers, ils voient les feux du soir s'allumer dans les camps des colonnes. Ils s'entêtent à tenir. Ils sont sept cents fusils.

Vingt mille hommes les entourent, qui disent d'eux, avec une nuance de colère et d'estime, « ce sont des salopards ».

Rendons-leur au moins cette justice que leur entêtement ne manque pas de grandeur.

Les pertes françaises en Mauritanie La Mauritanie, cette région saharienne littorale qui s'étend entre le Maroc et le Sénégal n'est pas le Maroc. Au lieu d'une dense population de montagnards, elle n'est peuplée que de quelques tribus errantes. A l'inverse du Maroc, les combats n'y revêtent donc qu'un caractère épisodique et localisé. Et pourtant voici les pertes qu'y ont subi les troupes françaises au cours de ces dernières années, d'après un article du lieutenant-colonel Bernard paru dans la revue géographique **Terre Air Mer** :

5 officiers, 9 sous-officiers, 110 méharistes, 23 gardes maures, soit:

25 % de l'effectif des officiers d'un groupe méhariste;
35 % de l'effectif des sous-officiers;
20 % de l'effectif des tirailleurs méharistes;
12 % de l'effectif des gardes maures.

Près d'un quart environ de l'effectif tué ; c'est pas mal ! C'était à peu près la proportion dans les plus dures « attaques » de la grande guerre.

« La révolution est terminée » Sur la « fin de la révolution » proclamée par Hitler, voici ce que dit Georg Bernhard, le journaliste libéral allemand, dans un article du **Petit Marseillais** :

Il est effrayant de constater à quel point le volume total des échanges de l'Allemagne s'est abaissé aussi bien en ce qui concerne l'importation qu'en ce qui concerne l'exportation. La signification de cet effondrement du commerce extérieur paraît plus grande encore si l'on considère les statistiques concernant le marché intérieur, pour autant qu'on puisse se les procurer. Il s'en dégage, en effet, l'image d'une économie allemande totalement disloquée...

[Sous la République de Weimar] des milliards furent investis dans une production de céréales de grande culture tout à fait démesurée pour l'époque actuelle; l'industrie lourde, déjà entrée dans un stade de surproduction, fut encore enflée outre mesure et subventonnée à l'aide de droits de douane et aussi grâce à la tolérance des cartels. La plus grande partie des membres du parti national-socialiste espéraient que le gouvernement national-socialiste assainirait justement ces parties malades de l'économie nationale. Il sembla d'abord que la réforme nationale-socialiste ne toucherait pas seulement l'industrie lourde, mais qu'elle étoufferait la croissance démesurée des grandes entreprises en général. Cela aurait facilité l'existence, selon le principe de l'autonomie économique, en répartissant la structure de l'économie entière sur un plus grand nombre d'entreprises moyennes.

Subitement, voilà que ce grand mouvement est brutalement freiné. Le mot d'ordre qu'il faut considérer la révolution comme terminée et qu'il ne peut être question d'une deuxième révolution ne signifie pas autre chose que la mainmise sur la révolution soi-disant nationale des anciennes puissances politiques de malheur de l'Allemagne, la grande propriété foncière et l'industrie lourde, qui ont déjà détruit la révolution de 1918.

Cette transformation en Allemagne est en rapports étroits avec la décroissance des indices de l'économie. Elle a cependant une signification encore bien plus profonde, car l'économie, dans laquelle il n'est pas possible de produire librement, et qui s'interdit l'échange avec les autres pays du monde, ne peut pas supporter la charge d'une propriété foncière toujours plus endettée et en même temps la charge d'une industrie lourde et d'une grande industrie, qui ne peuvent plus travailler lucrativement qu'en augmentant notablement les prix des marchandises. Il est possible que cette économie puisse être maintenue pendant une courte période à l'aide de subventions. Cette ère des subventions a déjà été inaugurée. Car la plus grande partie de ce qu'on appelle l'économie allemande est subventionnée par la totalité des contribuables, soit sous la forme de dons volontaires, soit sous celles de commandes improductives à l'industrie. L'étroitesse du marché économique doit entraîner l'effondrement économique de l'économie, sitôt que ces subventions seront suspendues. Mais quelles subventions peuvent être assurées d'une façon durable ? La subvention la plus naturelle pour l'industrie lourde, ce sont les commandes d'armements et il n'y a pas de doute que déjà aujourd'hui, du moins en Allemagne, les commandes militaires jouent un grand rôle.

Je ne veux pas rechercher si les nombreuses communications publiées par la presse étrangère, qui signale presque quotidiennement les armements de l'Allemagne, sont justes dans le détail. Ce n'est pas de cela du tout qu'il s'agit. L'important, c'est la tendance générale qui domine en Allemagne. Relativement à cette tendance générale, ce qu'on nomme l'esprit de guerre ne m'intéresse pas non plus ici, de l'angle sous lequel je considère les choses. Bien plus important me semble de constater un fait. La base de toute politique impérialiste qui, à la longue, a conduit constamment à des explosions en matière de politique étrangère, ce fut toujours l'antagonisme entre un marché national étroit et des forces productives trop développées, agraires ou industrielles. L'Allemagne ne laisse pas seulement subsister, mais elle renforce encore les forces de production formidables de l'économie agraire allemande et de l'industrie lourde allemande. Ses indices économiques s'affaissent. Il n'y a que deux moyens de sortir de ce dilemme: ou bien une nouvelle révolution qui en détruisant ces forces productives qui souffrent d'un excès maladif de croissance, anime la consommation de la collectivité, ou bien une aventure impérialiste en politique étrangère.

ENTRE NOUS

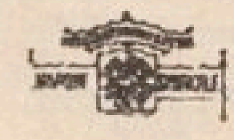
NOTRE PRÉCIS DE GÉOGRAPHIE

Des camarades nous passent leur troisième commande ! Preuve que le livre peut se vendre aisément.

Nous prions les dépositaires qui opèrent dans des milieux plus difficiles de ne point nous retourner encore les invendus; ils arriveront certainement à en placer d'autres à l'automne, époque des lectures. En particulier, nos camarades instituteurs pourront profiter des Conférences Pédagogiques pour faire connaître le Précis.

Enfin, que ceux qui peuvent régler leurs dépôts le fassent en adressant un mandat-chèque au compte de la Révolution Prolétarienne en bien précisant le nombre d'exemplaires réglés.

A tous, merci !



LE GÉRANT : M. CHAMBELLAND.
IMPRIMERIE CRUVÈS ET VINCENT
83, RUE D'ANTIBES - CANNES.

Aidez à la libération

des révolutionnaires emprisonnés

en vous servant pour votre correspondance
de la carte

Victor SERGE

La Carte : 0 fr. 15 — Les 12 cartes : 1 fr. 50 franco — Les 50 cartes : 5 fr. franco

Faites votre commande et envoyez-en le montant au moyen d'un mandat-chèque adressé à la **Révolution Prolétarienne,** 54, rue du Château-d'Eau, Paris. Compte n° **734-99 - Paris.**

COLLECTION DE LA **RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE**

SECOND TIRAGE :

J. F. HORRABIN

Précis de Géographie Economique

45 cartes

9 francs

«... Très peu de chiffres — trop peu ; beaucoup d'idées — dans les croquis comme dans le texte ; idées souvent ingénieuses, originales et fécondes, fréquemment aussi contestables... »

(La Cartographie scolaire).

Expédié franco contre 9 francs envoyés par mandat-chèque à la **Révolution Prolétarienne**, 54, rue du Chateau-d'Eau. Paris. Compte-Chèques N° 734-99.

Conditions spéciales aux camarades qui prennent un dépôt

DIFFUSEZ NOS ÉDITIONS